

ECONOMIE PROSPECTIVE INTERNATIONALE

2^e trimestre 1979 - N° 00

LA CONCURRENCE INDUSTRIELLE A L'ECHELLE MONDIALE

MUTATIONS ET PERSPECTIVES

Future publication trimestrielle du CEPII

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES (CEPII)

52, rue Saint-Denis - 75001 PARIS - Tél. : 233.71.36

LA CONCURRENCE INDUSTRIELLE A L'ECHELLE MONDIALE

MUTATIONS ET PERSPECTIVES

2^e Trim 1979 - N°00

Christian SAUTTER et Laurent de MAUTORT

RESUME

Ce dossier est d'abord une description des mutations de la concurrence industrielle sur l'ensemble des marchés mondiaux avant et depuis 1973. Il est ensuite une ébauche d'analyse de la dynamique interne des principales zones du monde, à l'Ouest, au Sud et à l'Est. Il présente enfin des suggestions d'action, au niveau français et au niveau européen, pour mieux résister à la concurrence avivée et augmenter les chances d'une croissance renouvelée.

Ce dossier s'intègre dans le programme d'études du C.E.P.I.I. et sera prolongé, en décembre 1979, par un tableau de bord plus fin de la concurrence internationale et en juin 1980 par des scénarios à moyen terme de l'économie mondiale.

I - Marchés et concurrents stratégiques

Le but du premier chapitre est d'inciter à un changement de la perspective dans laquelle l'économie internationale est abordée.

Plutôt que d'analyser les relations de la France avec ses principaux partenaires commerciaux, il a été tenté de présenter l'économie mondiale comme un système de six "continents" (l'Amérique du Nord, la Communauté Economique Européenne, le Japon, les Pays de l'Est, les pays en voie de développement exportateurs de pétrole et les autres pays en voie de développement), qui sont à la fois de grands marchés et de grands concurrents.

La déformation rapide, bien avant 1973, du partage du marché mondial est décrite. De 1973 à 1977 le phénomène le plus remarquable est le recul de la C.E.E. et l'avancée du Japon et des P.V.D. dans le commerce mondial de produits manufacturés et particulièrement dans les importations américaines. Il apparaît que la concurrence la plus vive s'effectue sur les marchés tiers ; par exemple, la concurrence euro-japonaise est la plus nette sur le marché américain.

2 - Dynamiques des économies occidentales

Le "continent" de la C.E.E n'apparaît pas homogène, notamment parce que les grands pays de la C.E.E. déploient leur stratégie d'échanges extérieurs et d'investissements à l'étranger dans des espaces économiques partiellement distincts. Allemagne et Royaume-Uni ont une orientation plutôt mondiale ; la France et l'Italie une orientation davantage continentale.

Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Italie ont abordé la période de croissance industrielle ralentie et incertaine avec des atouts et des faiblesses très différents selon cinq critères : ampleur et mobilité de l'emploi industriel, dynamisme démographique, recherche industrielle, autonomie énergétique et capacité de dégager un excédent "structurel" des échanges avec l'étranger. Ceci peut expliquer que la hiérarchie des croissances en valeur internationale des grandes économies occidentales se soit à peu près conservée depuis 1973.

Les stratégies d'investissement à l'étranger, enfin, ne semblent pas encore avoir été bouleversées. L'Europe reste la zone privilégiée par les firmes américaines, avec un recul sensible du volume des investissements. Les Etats-Unis attirent davantage les investissements européens et japonais.

3 - L'émergence des pays du Sud

L'industrialisation des pays du Sud est une évolution qui remonte au moins au début des années soixante. "L'échappée" est nette vers 1969 : les P.V.D. conservent une croissance rapide, alors que les pays développés ralentissent. Et même, à partir de 1973, la sensibilité à la crise apparaît beaucoup moins forte au Sud qu'à l'Ouest. Le dynamisme des importations manufacturières du Sud contribue à atténuer le ralentissement de la croissance industrielle à l'Ouest.

Le "continent" du Sud est très hétérogène, même si l'on cantonne l'examen à quatre sous-continents : l'Amérique latine, l'Asie du Sud et de l'Est, l'Afrique et le Moyen-Orient.

L'industrialisation et la différenciation du Sud vont s'amplifier à l'avenir.

4 - Les Pays de l'Est

La croissance ralentit en U.R.S.S. bien avant 1973.

La crise provoque ses effets à l'Est avec un certain décalage : hausse de prix du pétrole livré par l'U.R.S.S. et surtout contrainte de paiements extérieurs accentuée par le ralentissement des ventes à l'Ouest.

U.R.S.S., Europe orientale et Chine partagent au moins le trait commun d'échanges chaotiques avec l'Ouest : d'un côté le besoin de technologies et d'un complément de céréales, de l'autre la nécessité de ne pas dépasser une certaine limite d'endettement en devises convertibles.

5 - Perspectives et actions

Autant il apparaît probable que l'industrialisation du Sud va s'amplifier, que la pression japonaise va persister et que l'Est poursuivra sa trajectoire, autant il est difficile d'avancer un pronostic sur le goulot pétrolier, sur l'évolution de l'économie américaine qui conserve des forces considérables à côté de signes croissants d'affaiblissement, ainsi que sur la capacité de la C.E.E. de renforcer sa cohésion pour définir une politique économique extérieure commune.

L'acceptation passive d'une croissance ralentie fait courir des risques indéniables de dislocation de l'économie mondiale en continents et sous-continents pratiquant un commerce bilatéral et étriqué. L'examen du commerce mondial montre clairement le danger d'une tentation de repli sur la C.E.E., car les positions les plus menacées de la C.E.E. ne se situent pas sur son territoire mais sur les marchés tiers qu'il serait périlleux

d'abandonner sans résistance. Cet examen montre aussi le caractère illusoire d'un partage longitudinal du monde en trois zones : Europe-Afrique, Etats-Unis-Amérique latine, Japon-Asie.

Le risque de dislocation sociale dû à la montée du chômage pourrait être plus grand au sein de la C.E.E. qu'aux Etats-Unis et a fortiori au Japon.

Que faire, en France, dans le domaine industriel ? Sans parler de l'agriculture ou du tertiaire moderne, il apparaît souhaitable de renforcer l'industrie française au sein de l'Europe, en fonction d'une stratégie de spécialisation cohérente à quatre volets :

- des incitations sectorielles cohérentes et des choix microéconomiques de créneaux ; ces deux types d'actions sont complémentaires ;

- un doublement de la recherche industrielle sur fonds privés ;

- un accroissement massif de l'utilisation de l'information sur l'étranger par les entreprises françaises ;

- et, bien évidemment, des investissements économisant l'énergie.

Ces efforts, au niveau français, pourraient être renforcés au niveau européen. Sous la pression de la concurrence extérieure et sous la menace de la montée du chômage, l'Europe peut trouver une nouvelle cohésion et ébaucher une stratégie continentale.

SOMMAIRE DETAILLE

- CHAPITRE I : MARCHES ET CONCURRENTS STRATEGIQUES.....	11
- I- 1 - Les six continents de l'économie mondiale.....	13
- I- 2 - La montée du Japon et les P.V.D.....	15
- I- 3 - Les grands marchés du monde.....	17
- I- 4 - Le recul européen en Amérique du Nord.....	19
- I- 5 - Le marché intégré de la C.E.E.....	21
- I- 6 - L'imperturbable marché japonais.....	23
- I- 7 - Le marché entr'ouvert des Pays de l'Est.....	25
- I- 8 - Le marché neuf des P.V.D. exportateurs de pétrole	27
- I- 9 - Vive concurrence sur le marché des P.V.D. non pétroliers.....	29
- I-10 - Les marchés stratégiques à l'échelle mondiale.....	31
- CHAPITRE II : DYNAMIQUES DES ECONOMIES OCCIDENTALES.....	33
- II- 1 - La concurrence commerciale au sein de la C.E.E. depuis 1973...	35
- II- 2 - Les pays de la C.E.E. ont des espaces économiques partiellement différents.....	37
- II- 3 - Des masses différentes d'investissements européens à l'étran- ger.....	39
- II- 4 - Croissances en volume et en valeur internationale.....	41
- II- 5 - Faiblesses de la croissance industrielle et de l'investisse- ment.....	43
- II- 6 - Paradoxes de la productivité américaine.....	45
- II- 7 - L'emploi industriel.....	47
- II- 8 - Le dynamisme démographique.....	49
- II- 9 - La recherche industrielle.....	51
- II-10 - L'autonomie énergétique.....	53
- II-11 - Excédents et déficits "structurels".....	55
- II-12 - Les grands investisseurs internationaux et la crise.....	57
- II-13 - L'Europe continue à attirer les investissements étrangers.....	59
- II-14 - Un afflux croissant, mais encore relativement faible, d'inves- tissements étrangers aux Etats-Unis.....	61.

- CHAPITRE III : L'EMERGENCE DES PAYS DU SUD.....	63
- III-1 - L'émergence de l'industrie manufacturière des P.V.D. à la fin des années soixante.....	65
- III-2 - La dissymétrie des échanges Ouest-Sud de produits industriels..	67
- III-3 - Quatre sous-continentes du Tiers-monde.....	69
- III-4 - L'Amérique Latine semi-industrialisée.....	71
- III-5 - Les deux Asies du Sud et de l'Est.....	73
- III-6 - L'Afrique sous-industrialisée.....	75
- CHAPITRE IV : LES PAYS DE L'EST.....	77
- IV-1 - La croissance ralentie bien avant 1973.....	79
- IV-2 - Croissance et déséquilibre des échanges Est-Ouest.....	81
- IV-3 - L'endettement extérieur limite la croissance.....	83
- IV-4 - Les échanges spasmodiques de la Chine.....	85
- CHAPITRE V : PERSPECTIVES ET ACTIONS.....	87
- V-1 - Quatre quasi-certitudes et trois interrogations.....	88
- V-2 - Probabilité et risques d'un scénario de croissance durablement ' ralentie.....	93
- V-3 - Actions anti-hasard.....	95

SOMMAIRE DES TABLEAUX :

- Chapitre I : (de I-1 à I-10)	100
- Chapitre II : (de II-1 à II-9)	101
- Chapitre II : (de II-10 à II-14)	102
- Chapitre III : (de III-1 à III-6)	102
- Chapitre IV : (de IV-1 à IV-4)	103

CHAPITRE I

MARCHES ET CONCURRENTS STRATEGIQUES

Bien saisir les "mutations et perspectives" de l'environnement international de la France suppose que l'on commence par une mutation de la perspective. Tel est le but de ce premier chapitre.

L'économie mondiale n'est pas un espace au centre duquel se trouve la France avec autour un premier cercle des principaux partenaires commerciaux (essentiellement la C.E.E. et les Etats-Unis), puis un second cercle de pays avec lesquels sont entretenues pour des raisons historiques des relations particulières (Afrique francophone) et enfin une zone floue et aplatie comme les franges des cartes du monde, d'où émergent, selon les circonstances, tel ou tel pays (le Japon, la Chine, la Corée, le Brésil, le Nigéria, etc.).

L'économie mondiale n'est pas non plus un marché unique et homogène où se font concurrence des grandes entreprises sans nationalité.

C'est un système de six continents économiques (I-1), qui ont chacun leur dynamique propre de développement (et leurs contradictions internes) et dont, dans ce premier chapitre, l'on n'étudie que les rapports de concurrence commerciale. La contribution de ces six continents au commerce mondial a grandement changé bien avant la "crise" de 1973 (I-2). Mais le commerce mondial ne doit pas être confondu avec l'économie mondiale, ni les importations d'une zone avec son marché (I-3).

Ce dossier est centré sur la concurrence manufacturière qui évolue rapidement entre quatre pôles : l'Amérique du Nord, la C.E.E., le Japon et les pays en voie de développement ; ce jeu à quatre, avant et après 1973, est décrit sur les principaux marchés du monde : Amérique du Nord (I-4), C.E.E. à neuf (I-5), Japon (I-6), Pays de l'Est (I-7), pays en voie de développement exportateurs de pétrole (I-8), autres P.V.D. (I-9). La conclusion d'ensemble (I-10) est que la C.E.E. ne doit pas se borner à "surveiller" son marché intérieur : elle doit s'interroger sur le recul qu'elle a subi sur les grands marchés tiers.

Tableau I-1 : L'ECONOMIE MONDIALE EN 1977

	Population (en millions)	PNB (Mds dollars)	Population en %	PNB en %
1. Amérique du Nord	240,1	2 071,3	5,9	27,7
2. CEE (à neuf)	259,2	1 556,2	6,3	20,8
3. Japon	113,9	642,2	2,8	8,6
4. Pays de l'Est	1 286,9	1 488,7	31,5	19,9
5. PVD exportateurs de pétrole	311,1	322,3	7,6	4,3
6. Autres PVD	1 681,4	738,9	41,1	9,9
- Reste de l'Europe Occidentale	149,8	499,5	3,7	6,7
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	44,0	153,0	1,1	2,0
Ensemble du monde	4 086,4	7 472,1	100	100
Pour mémoire : France	53,1	387,1	1,3	5,2

Source : Banque Mondiale : 1978 World Bank atlas.

Note : Ces estimations de la Banque Mondiale reposent sur de nombreuses conventions de calcul : utilisations des taux de change observés en moyenne sur 1975-77 ; estimations pour les pays à planification centralisée à partir de comparaisons Est-ouest sur des indicateurs en quantités physiques.

I-1 - LES SIX CONTINENTS DE L'ECONOMIE MONDIALE

L'économie mondiale n'est ni un marché unique de quatre milliards d'habitants et de 7.500 milliards de dollars (en 1977) ni une mosaïque de 185 pays ou territoires inventoriés par l'Atlas de la Banque Mondiale (1). L'économie mondiale est un système où s'affrontent, se concurrencent, s'allient, coopèrent de grands ensembles qui eux-mêmes ne sont pas exempts de contradictions internes.

Dans ce dossier, six "continents" économiques ont été privilégiés :

- l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada), de forte cohésion économique et de poids considérable : plus du quart du P.N.B. mondial pour 6% de sa population ;

- la Communauté Economique Européenne (neuf pays), de cohésion plus faible mais de poids important : un cinquième du P.N.B. mondial pour 6% de sa population ;

- le Japon, de cohésion extrême mais plus dynamique que massif : 9% du P.N.B. mondial, 3% de la population ;

- les Pays de l'Est (un cinquième du P.N.B. mondial et un tiers de la population), réunis en un seul bloc parce que ce sont tous des pays à planification centralisée... et parce que les matrices d'échanges extérieurs du G.A.T.T. utilisées plus loin ne permettent pas de séparer l'U.R.S.S. (259 millions d'habitants ; 10,5% du "P.N.B. mondial"), la Chine (849 millions d'habitants ; 4,6% du "P.N.B. mondial"), l'Europe de l'Est (110 millions d'habitants ; 4,6% du "P.N.B. mondial"), et le reste de l'Asie communiste. Mais le chapitre IV introduit les distinctions nécessaires de dynamiques internes et relations externes ;

- les pays en voie de développement exportateurs de pétrole, nouvellement organisés, rassemblant des pays peuplés (Indonésie : 134 millions d'habitants ; Nigéria : 79 ; Iran : 35) et d'autres désertiques ;

- les autres pays en voie de développement qui avec 41% de la population mondiale ont 10% de la richesse créée ; ce "continent", particulièrement hétérogène, s'efforce de s'organiser politiquement et pousse des pointes d'industrialisation (cf chapitre III).

L'Europe périphérique (7% du P.N.B. mondial et 4% de sa population) et l'Australie-Nouvelle Zélande-Afrique du Sud, complètent l'économie mondiale.

(1) La précision des chiffres cités dans le tableau I-1 ne doit pas faire illusion : la carte de l'économie mondiale a de nombreuses zones floues : conversion des données des Pays de l'Est en P.N.B., estimations pour certains P.V.D., etc.

Tableau I-2-1 - **VALEUR DU COMMERCE MONDIAL (1963-1977)**

	1963	1970	1973	1977
Valeur des exportations mondiales (milliards de dollars, fob)	154	312	576	1122

Tableau I-2-2 - **CROISSANCE EN VALEUR, VOLUME ET PRIX DU COMMERCE MONDIAL**

Taux de croissance moyen annuel en %	1963-70	1970-73	1973-77
Croissance en valeur (dollar)	10,6	22,3	18,3
Croissance en volume	8,6	9,1	4,0
Croissance en valeur unitaire (dollar)	1,9	12,1	13,8

Tableau I-2-3 - **LES GRANDES ZONES EXPORTATRICES (1963-77)**

En % des exportations mondiales	1963	1970	1973	1977
1. Amérique du Nord	19,1	18,8	16,6	14,2
2. CEE à neuf	33,8	35,9	36,6	33,8
3. Japon	3,4	6,1	6,4	7,2
4. Pays de l'Est	12,1	10,5	10,0	9,7
5. PVD exportateurs de pétrole	5,9	5,7	7,3	13,1
6. Autres PVD	14,7	12,2	11,9	12,3
Reste de l'Europe occidentale	7,7	8,3	8,5	7,6
Australie, N.-Zélande, Af. Sud	3,3	2,5	2,7	2,1
Ensemble des exportations mondiales	100	100	100	100

Source des trois tableaux : GATT : « Le commerce international en 1977/78 », Genève 1978, tableau 1, p. 2 et tableau L en annexe.

Note : le commerce à l'intérieur de chaque zone est inclus (par exemple le commerce entre pays de la CEE).

I-2 - LA MONTEE DU JAPON
ET DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT

Comme il n'existe pas encore de banque de données qui permette de suivre de front les dynamiques internes de développement des six continents, l'on doit se résigner à travailler sur le reflet déformé qu'en donne le commerce mondial. On utilisera donc les matrices de commerce mondial publiées par le G.A.T.T. (1), pour quatre années caractéristiques : 1963 (première matrice détaillée disponible) ; 1970 (la fin des années 1960 est une période charnière à l'Ouest comme au Sud) ; 1973 (dernière année de croissance mondiale rapide avant la crise pétrolière) ; 1977 (dernière année connue).

De 1963 à 1970 (tableau I2-2), le commerce mondial se développe rapidement en volume (8,6% l'an), avec des prix moyens faiblement croissants (1,9% l'an). De 1970 à 1973, la croissance en volume se poursuit (9,1% l'an), mais les prix s'accélèrent (12,1% l'an). De 1973 à 1977, la croissance nominale du commerce mondial ne doit pas faire illusion ; elle est faite davantage de gonflement des prix (14% l'an dont 29% l'an pour les minéraux y compris les combustibles, 11% l'an pour les produits manufacturés et 8% l'an pour les denrées agricoles) que d'accroissement en volume (4% l'an).

Bien évidemment, les pays en voie de développement exportateurs de pétrole prennent une importance accrue à partir de 1973, mais l'on discerne d'autres mouvements relatifs plus longs ou moins connus (tableau I-2-3) :

- la poussée ininterrompue du Japon de 1963 (3,4% des exportations mondiales) à 1977 (7,2%) ;

- le redressement récent des P.V.D. non exportateurs de pétrole (à partir de 1973) qui combine une certaine revalorisation des matières premières et une percée manufacturière étudiée plus loin ;

- l'érosion continue de l'Amérique du Nord (19,1% des exportations mondiales en 1963, 14,2% en 1977) ;

- l'affaiblissement nouveau (depuis 1973) de la C.E.E., que ne suffit pas à expliquer la montée des pays pétroliers (de 1973 à 1977 la C.E.E. passe de 39,5 à 38,9 des exportations mondiales hors ventes des P.V.D. exportateurs de pétrole) ;

- les Pays de l'Est conservent une part modeste et stable du commerce mondial (10% du commerce mondial y compris les échanges entre pays de l'Est).

(1) *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce : "le commerce international en 1977/78"*, Genève 1978.

Tableau I-3-1 - LES GRANDS MARCHES DU MONDE EN 1977

Demande intérieure	En milliards de dollars	En %
1. Amérique du Nord	2090	28,0
2. C.E.E. à neuf	1547	20,7
3. Japon	624	8,4
4. Pays de l'Est	1486	19,9
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	256	3,4
6. Autres P.V.D.	766	10,3
- Reste Europe occidentale	531	7,1
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	152	2,0
- (Importations non spécifiées)	20	0,2
Ensemble du marché mondial	7472	100

Note : Demande intérieure : P.N.B. (Banque Mondiale) + importations fob (G.A.T.T.) - exportations fob (G.A.T.T.)

Tableau I-3-2 - LES GRANDES ZONES IMPORTATRICES (1963-77)

En % des importations mondiales fob	1963	1970	1973	1977
1. Amérique du Nord	14,7	16,5	15,8	15,9
2. C.E.E. à neuf	34,7	35,3	35,7	33,0
3. Japon	3,7	4,9	6,0	5,6
4. Pays de l'Est	11,5	10,0	9,8	9,5
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	2,9	3,1	3,5	7,2
6. Autres P.V.D.	17,6	14,9	14,1	14,8
- Reste de l'Europe occidentale	10,6	11,1	11,2	10,4
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	3,2	2,8	2,3	2,0
- Destination non spécifiée	1,1	1,4	1,6	1,6
Total des importations mondiales en %	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(164,7)	(312,2)	(674,3)	(1122,0)

Source : G.A.T.T. (1978).

I-3 - LES GRANDS MARCHES DU MONDE

a) Les importations ne donnent pas une image fidèle de la taille du marché interne.

Ainsi, l'Amérique du Nord dont le marché atteint 28% de la demande mondiale en 1977 n'effectue que 16% des importations mondiales. A fortiori, les Pays de l'Est font 20% du marché mondial et seulement 10% des importations (en y incluant les échanges entre pays de l'Est).

La Communauté Economique Européenne (21% du marché mondial) a 33% des importations mondiales, dont la moitié est constituée d'échanges entre pays de la C.E.E.

La plus ou moins grande importance des importations dans la satisfaction de la demande intérieure, l'inclusion ou l'exclusion du commerce "intra-zone" (par exemple Etats-Unis-Canada) compliquent l'interprétation des grands flux d'importations comme reflets des marchés intérieurs. Ces réserves étant faites, quelles ont été les mutations récentes des importations mondiales par grands continents ?

b) Les pays en voie de développement qui ont depuis 1973 accru leur part des exportations mondiales ont pu importer davantage :

- les P.V.D. exportateurs de pétrole ont porté leurs exportations de 7,3 à 13,1% du commerce mondial et leurs importations de 3,5% à 7,2% entre 1973 et 1977 ;

- les autres P.V.D. ont été aussi une zone dynamique d'exportation (11,9 à 12,3% du commerce mondial) et encore plus d'importation (14,1 à 14,8%).

c) Les "continents" développés ont suivi trois voies différentes :

- la place de la C.E.E. dans le commerce mondial a reculé pour les importations comme pour les exportations ;

- le Japon a reculé pour les importations et progressé pour les exportations, dégageant ainsi un excédent commercial (cf II-11) ;

- l'Amérique du Nord a maintenu sa part d'importations et reculé pour les exportations, d'où un déficit commercial.

Tableau I-4-1 - LES IMPORTATIONS NORD-AMERICAINES (Etats-Unis + Canada)

En % des importations fob	1963	1970	1973	1977
ORIGINE				
1. Amérique du Nord	34,5	37,5	35,3	30,3
2. C.E.E. à neuf	20,8	20,5	19,9	15,1
3. Japon	7,3	12,8	11,6	12,1
4. Pays de l'Est	0,5	0,6	0,9	0,9
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	7,2	4,4	6,8	15,6
6. Autres P.V.D.	22,2	17,8	18,5	21,0
- Reste de l'Europe occidentale	4,5	4,2	4,6	3,3
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	3,0	2,2	2,4	1,7
Total des importations fob	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(22,7)	(51,6)	(90,7)	(178,5)

Source : G.A.T.T. (1978)

Tableau I-4-2 - LES VENTES DE PRODUITS MANUFACTURES AUX ETATS-UNIS

Importations fob des U.S.A. (C.T.C.I. 5 à 8)	1973	1977	1977
	%	%	milliards de dollars
ORIGINE			
Canada	24,8	24,0	18,9
C.E.E. à neuf	28,8	23,4	18,4
Japon	20,5	23,4	18,4
P.V.D. non exportateurs de pétrole	17,7	21,5	16,9
Reste de l'Europe occidentale	6,1	4,7	3,7
Total des importations des Etats-Unis (1)	100	100	78,6
(en milliards de dollars fob)	(46,0)	(78,6)	

(1) Y compris Est, ANZAS et OPEP

Source : G.A.T.T. (1978) tableau A en annexe

I-4 - LE REcul EUROPEEN EN AMERIQUE DU NORD

a) Le marché nord-américain (Etats-Unis + Canada) est le plus grand marché du monde : 28% du marché mondial en 1977. En raison notamment de la politique de soutien de la conjoncture mise en oeuvre par le gouvernement américain jusqu'en 1978, ce marché a depuis la crise de 1973 cru plus rapidement que le marché européen. Cela ne signifie pas qu'il en sera de même à l'avenir (cf chapitre V).

b) La zone nord-américaine est une zone économique relativement bien intégrée puisque les échanges U.S.-Canada ("le commerce intra-zone") font un tiers du total des échanges.

Les traits les plus caractéristiques de l'évolution récente (1973-1977) sont :

- le doublement de la part des importations en provenance des pays en voie de développement exportateurs de pétrole ;
- la poussée très nette des autres pays en voie de développement (de 18,5% à 21% des importations nord-américaines) ;
- une nouvelle avancée japonaise, quoique le mouvement soit beaucoup moins ample que celui survenu durant les années 1960 ;
- un recul important de la C.E.E. à neuf (de 19,9 à 15,1% des importations nord-américaines entre 1973 et 1977), ainsi que du reste de l'Europe occidentale.

Un examen rapide des achats américains à l'étranger de produits manufacturés confirme ce mouvement (tableau I-4-2).

c) Alors que les ventes canadiennes aux Etats-Unis "résistent" bien (et ceci reflète l'intégration industrielle évoquée plus haut), le recul européen est très net : de 28,8% à 23,4% des importations U.S. de produits manufacturés.

Les P.V.D. non exportateurs de pétrole sont surprenants à un double titre : leur poussée de 1973 à 1977 est très forte et leurs ventes sont très importantes : 21,5% des importations manufacturières des Etats-Unis (1977), c'est-à-dire presque autant que les ventes de produits industriels de la C.E.E..

Les ventes japonaises ont moins progressé que celles des P.V.D. mais ont rejoint en 1977 celles de l'Europe.

En conclusion : sur le marché le plus important du monde, la concurrence industrielle est particulièrement vive entre C.E.E., Japon et P.V.D. et le recul récent de la C.E.E. est indéniable et préoccupant.

Tableau I-5-1 LES IMPORTATIONS DE LA C.E.E. A NEUF

en % des importations fob (y compris commerce intra-C.E.E.)	1963	1970	1973	1977
ORIGINE				
1. Amérique du Nord	14,3	12,5	9,6	8,2
2. C.E.E. à neuf	43,8	51,1	53,9	51,9
3. Japon	0,9	1,7	2,1	2,4
4. Pays de l'Est	3,6	3,7	4,0	3,9
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	7,5	7,5	8,0	12,8
6. Autres P.V.D.	14,3	10,0	8,9	8,7
- Reste de l'Europe occidentale	11,3	11,3	12,2	10,5
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	4,1	2,2	2,2	1,6
Total des importations fob	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(53,8)	(110,1)	(205,3)	(370,2)

Source : G.A.T.T. (1978)

Tableau I-5-2 LES VENTES DE PRODUITS MANUFACTURES SUR LA C.E.E.

ORIGINE	1973	1977	1977
Importations caf de la C.E.E. (C.T.C.I. 5-8)	%	%	en milliards de dollars
Amérique du Nord	9,7	9,1	20,2
C.E.E. à neuf	64,0	63,6	139,6
Japon	3,0	3,8	8,5
Pays de l'Est	2,4	2,8	6,3
P.V.D. non exportateurs de pétrole	5,2	5,9	13,1
Reste de l'Europe occidentale	12,6	13,9	30,8
Total des importations industrielles (1)	100	100	221,8
(en milliards de dollars caf)	(128,5)	(221,8)	

(1) Y compris ANZAS et OPEP

I-5 - LE MARCHÉ INTEGRÉ DE LA COMMUNAUTÉ
ECONOMIQUE EUROPÉENNE

a) Les neuf pays de la C.E.E. constituent le deuxième marché du monde : 21% de la demande mondiale en 1977.

b) L'intégration économique de cette zone est reflétée par le pourcentage important et croissant jusqu'en 1973 des échanges intra-communautaires : 44% des importations de la C.E.E. en 1963, 54% en 1973. Le tassement observé depuis est en grande partie dû au gonflement de la facture pétrolière mais signifie peut-être aussi que la dynamique de division du travail entre pays européens, active durant les années soixante, commence à épuiser ses effets.

Il semble que le mouvement d'intégration économique se soit ensuite étendu aux autres pays d'Europe occidentale, comme le montre la part croissante à partir de 1970 des importations en provenance de cette zone (le phénomène est beaucoup plus net pour les seuls produits manufacturés (tableau I-5-2).

c) Il n'est pas facile de juger de l'intensité comparée de la concurrence émanant du Japon et des pays en voie de développement, sur le marché européen d'une part et sur le marché américain d'autre part. Si l'on prend en compte les échanges intra-C.E.E. (tableau I-5-1), la pénétration des produits de ces deux zones exportatrices dynamiques est beaucoup plus faible : 2,4% des importations européennes viennent du Japon et 8,7% des P.V.D. non pétroliers (1977). Même si l'on élimine le commerce "intérieur" de l'Europe et de l'Amérique du Nord, la conclusion demeure :

- en 1977 le Japon a fourni 4,9% des importations de la C.E.E. (hors commerce intra-C.E.E.) et 17,4% de celles de l'Amérique du Nord (hors commerce U.S.-Canada). Les chiffres correspondants pour les ventes des P.V.D. non pétroliers sont de 18,2% et de 30,1%.

Autre fait significatif, la poussée de 1973 à 1977 de ces deux zones concurrentes de la C.E.E. est beaucoup plus faible sur le marché européen que sur le marché nord-américain.

d) L'examen des importations des seuls produits manufacturés (tableau I-5-2) conduit aux mêmes conclusions, plus accentuées :

- la C.E.E. achète les trois-quarts de ses importations manufacturières en Europe (C.E.E. et pays voisins) ;

- les achats au Japon sont de moitié inférieurs à ceux qu'y effectuent les Etats-Unis et la poussée japonaise est (en moyenne) moins vive sur la C.E.E. que sur l'Amérique du Nord ;

- les achats de produits manufacturés aux P.V.D. sont, compte tenu de la différence de taille de marché entre la C.E.E. et les Etats-Unis, d'ampleur comparable (13,1 milliards de dollars pour la C.E.E. et 16,9 pour les Etats-Unis), mais la vitesse de pénétration est moins rapide en Europe.

Quelles qu'en soient les raisons, la concurrence industrielle entre la C.E.E., le Japon et les P.V.D. est plus intense depuis 1973 sur le marché américain que sur le marché européen.

Tableau I-6-1 - LES IMPORTATIONS TOTALES DU JAPON

En % des importations fob du Japon	1963	1970	1973	1977
ORIGINE				
1. Amérique du Nord	38,0	35,3	29,2	20,5
2. C.E.E. à neuf	9,0	8,9	8,3	5,6
4. Pays de l'Est	4,1	4,8	5,8	4,8
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	10,1	13,3	18,7	36,0
6. Autres P.V.D.	26,0	25,2	24,5	22,5
Reste de l'Europe occidentale	1,8	2,1	2,4	1,6
Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	11,0	10,3	11,1	8,9
Total des importations fob	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(5,7)	(15,3)	(34,2)	(62,4)

Tableau I-6-2 - LES IMPORTATIONS JAPONAISES DE PRODUITS MANUFACTURES

Importations caf du Japon (C.T.C.I. 5 à 8)	1973	1977	1977
	en %	en %	en milliards de dollars
ORIGINE			
Amérique du Nord	33,3	33,5	4,9
C.E.E. à neuf	23,7	23,7	3,5
Pays de l'Est	7,1	5,1	0,8
Autres P.V.D.	25,5	25,3	3,7
Reste de l'Europe occidentale	5,9	6,0	0,9
Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	4,2	5,7	0,8
Total des importations manufacturières (en %)	100	100	14,7
(en milliards de dollars caf)	(11,8)	(14,7)	

I-6 - L'IMPETURBABLE MARCHÉ JAPONAIS

a) Comparé à l'Amérique du Nord et à la C.E.E., le marché japonais est de taille plus réduite : 8,4% de la demande mondiale et 5,6% des importations mondiales en 1977.

b) La répartition géographique des importations japonaises (tableau I-6-1) est caractérisée par :

- le poids considérable des P.V.D. fournisseurs de pétrole (36% en 1977) ;

- les relations plus étroites avec les pays riverains du Pacifique (Amérique du Nord, Australie-Nouvelle-Zélande... et les pays en voie de développement d'Asie) ;

- un appel important aux P.V.D. non exportateurs de pétrole ;

- la faiblesse des achats à l'Europe éloignée.

Hormis les effets particulièrement brutaux de la hausse du prix du pétrole, la structure des importations japonaises s'est relativement peu déformée depuis 1973. De 1963 à 1977, on peut cependant observer une érosion de la part américaine et un gain, net à partir de 1973, des "autres P.V.D."

c) Le Japon, pauvre en énergie et matières premières et déficitaire en produits agricoles, importe ces produits en grande quantité. Pour les produits manufacturés, sur lesquels joue l'essentiel de la concurrence internationale, il en va différemment (tableau I-6-2). Quel que soit le critère utilisé, les importations japonaises de produits manufacturés sont remarquablement faibles. En 1977, elles atteignaient la moitié de celles des Pays-Bas ou de la Belgique, le tiers de celles de la France, le quart de celles de l'Allemagne fédérale. Par habitant, le Japon en 1977 importait 129 dollars de produits manufacturés, les Etats-Unis 327 dollars, les pays de la C.E.E. 856 dollars (y compris les achats aux autres pays de la C.E.E.).

La structure géographique des importations manufacturières du Japon est restée très stable de 1973 à 1977 : tous les concurrents du Japon ont été également malchanceux et en particulier l'on n'observe pas durant cette période de mouvement net d'avancée des pays du Sud au détriment des Etats-Unis ni de l'Europe.

Il est trop tôt pour dire si le développement relatif des importations manufacturières du Japon en 1978 marque la fin d'une tendance séculaire à la compression des achats à l'étranger de produits industriels.

Tableau 1-7-1 - LES IMPORTATIONS TOTALES DES PAYS DE L'EST

En % des importations fob	1963	1970	1973	1977
ORIGINE				
1. Amérique du Nord	2,5	1,7	5,9	3,4
2. C.E.E. à neuf	9,8	13,5	15,8	15,2
3. Japon	1,4	3,4	3,5	4,6
4. Pays de l'Est	69,3	63,6	57,5	56,6
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	0,8	0,8	1,7	2,5
6. Autres P.V.D.	8,8	9,0	7,7	8,3
- Reste de l'Europe occidentale	5,9	7,2	6,9	8,1
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	1,8	0,9	1,1	1,2
Total des importations fob (en %)	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(17,9)	(31,3)	(56,3)	(106,3)

Source : G.A.T.T. (1978)

Tableau 1-7-2 - IMPORTATIONS MANUFACTURIERES DES PAYS DE L'EST

Importations fob des Pays de l'Est (C.T.C.I. 5 à 8)	1973 en %	1977 en %	1977 en milliards dollars fob
ORIGINE			
1. Amérique du Nord	1,5	1,4	1,0
2. C.E.E. à neuf	19,5	19,9	14,7
3. Japon	4,8	6,4	4,7
4. Pays de l'Est	64,1	60,4	44,6
6. P.V.D. non exportateurs de pétrole	2,0	2,0	1,5
- Reste de l'Europe occidentale	7,8	9,7	7,2
Total (1)	100	100	73,8
(en milliards de dollars fob)	(39,3)	(73,8)	

(1) Y compris OPEP, ANZAS.

Source : G.A.T.T. (1978) tableaux A, B, C, D, E, K.

I-7 - LE MARCHE ENTR'OUVERT DES PAYS DE L'EST

a) Bien que les comparaisons statistiques entre l'Est et l'Ouest soient rendues délicates par les différences de concepts et de structures de prix, les estimations de la Banque Mondiale permettent de dire que les pays de l'Est (U.R.S.S. + Europe Orientale + Chine + Asie communiste), font un cinquième de la demande mondiale, et 9,5% des importations mondiales. Mais cette demande importante est satisfaite pour l'essentiel par les productions des pays de la zone.

b) Les caractéristiques des importations des pays de l'Est sont :

- l'absence de dépendance vis à vis des P.V.D. exportateurs de pétrole (2,5% des importations en 1977) ;

- l'extension progressive, depuis au moins quinze ans et ce jusqu'en 1975, des achats hors de la zone : l'Est achète "en dehors" 43% de ses importations (à comparer à 31% en 1963) ;

- l'avantage tiré par la C.E.E. (et les autres pays d'Europe Occidentale) de cette "entr'ouverture" : la C.E.E. fournissait 15% des importations des pays de l'Est en 1977 (le reste de l'Europe 8%) ;

- la présence faible et stagnante de l'Amérique du Nord ;

- la poussée japonaise à partir d'une base de départ très réduite ;

- la faible avancée des P.V.D. non pétroliers.

c) Pour les seuls produits manufacturés (tableau I-7-2), l'ouverture de 1973 à 1977 est plus nette. Elle ne bénéficie en rien ni à l'Amérique du Nord ni aux P.V.D. non exportateurs de pétrole, qui exportaient très peu de produits manufacturés à l'Est en 1977 (respectivement 1% et 1,5%). Alors que la C.E.E. conserve sa position de principal fournisseur occidental (14,7%), les autres pays européens et le Japon gagnent du terrain : le Japon passe de 4,8% à 6,4% des importations manufacturières de l'Est, ceci avant la grande vague d'achats chinois (voir IV-4).

Tableau I-8-1 - LES IMPORTATIONS TOTALES DES P.V.D. EXPORTATEURS DE PETROLE

En % des importations fob	1963	1970	1973	1977
ORIGINE				
1. Amérique du Nord	26,1	23,2	19,2	18,8
2. C.E.E. à neuf	47,0	40,2	39,8	41,5
3. Japon	7,3	10,3	13,5	14,8
4. Pays de l'Est	3,8	8,1	6,3	4,5
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	1,2	1,1	1,3	1,5
6. Autres P.V.D.	9,0	10,1	11,6	10,4
- Reste de l'Europe occidentale	4,8	5,6	6,6	7,3
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	0,8	1,2	1,6	1,2
Total des importations fob (en %)	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(4,5)	(9,6)	(20,2)	(80,4)

Tableau I-8-2 - LES IMPORTATIONS MANUFACTURIERES

importations fob (C.T.C.I. 5 à 8)	1973 en %	1977 en %	1977 milliards de dollars
ORIGINE			
Amérique du Nord	16,3	17,1	11,5
C.E.E. à neuf	43,9	44,4	29,7
Japon	16,0	17,4	11,6
P.V.D. non exportateurs de pétrole	9,0	7,3	4,9
Reste de l'Europe occidentale	6,8	7,6	5,1
Total des importations manufacturières (1)	100	100	66,9

(1) Y compris ANZAS, OPEP et EST

Source : G.A.T.T. (1978)

I-8 - LE MARCHÉ NEUF DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
EXPORTATEURS DE PETROLE

Les P.V.D. exportateurs de pétrole, dans la définition du rapport 1978 du G.A.T.T., comprennent les pays suivants : Algérie, Arabie Saoudite, Emirats, Equateur, Gabon, Indonésie, Irak, Iran, Libye, Koweït, Nigéria, Qatar et Vénézuéla. Le Mexique n'est pas inclus.

Ce marché de petite taille (3,4% du marché mondial et 7,2% des importations mondiales en 1977) a été, de loin, le plus dynamique : les importations ont quadruplé entre 1973 et 1977 (tableau I-8-1).

La C.E.E. est le principal fournisseur (41,5% des importations en 1977, suivie de l'Amérique du Nord (18,8%) et du Japon (14,8%). Les achats entre pays de la "zone" et même les achats aux autres pays en voie de développement sont remarquablement faibles et ne dénotent aucun mouvement d'intégration économique.

Comme partout, la poussée du Japon s'exerce mais la C.E.E. et les Etats-Unis maintiennent à peu près leurs parts de ce marché, pourtant très ouvert et en vive croissance.

Les conclusions sont semblables pour les seuls produits manufacturés (tableau I-8-2), mais les proportions changent quelque peu. Les parts de l'Amérique du Nord (qui exporte des produits agricoles), et des autres P.V.D. (qui vendent des matières premières) sont plus faibles pour les seuls produits manufacturés. La C.E.E. fournit 45% des achats de produits manufacturés et le Japon vend autant que l'Amérique du Nord : 17%. Des autres P.V.D. ne viennent que 7% des importations de produits manufacturés.

Tableau I-9-1 - **LES IMPORTATIONS TOTALES DES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT
NON EXPORTATEURS DE PETROLE**

En % des importations fob	1963	1970	1973	1977
ORIGINE				
1. Amérique du Nord	26,7	25,3	23,1	18,8
2. C.E.E. à neuf	28,4	25,6	23,6	21,8
3. Japon	7,1	12,3	13,6	13,1
4. Pays de l'Est	8,4	7,6	6,5	6,3
5. P.V.D. exportateurs de pétrole	7,2	6,1	9,8	17,6
6. Autres P.V.D.	15,7	15,1	15,4	15,5
- Reste de l'Europe occidentale	4,2	5,1	5,1	4,6
- Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	2,3	2,9	3,0	2,2
Total des importations fob	100	100	100	100
(en milliards de dollars fob)	(27,2)	(46,6)	(80,9)	(165,6)

Tableau I-9-2 - **IMPORTATIONS DE PRODUITS MANUFACTURES**

Importations fob (C.T.C.I. 5 à 8)	1973	1977	1977
	en %	en %	en milliards de dollars
ORIGINE			
Amérique du Nord	21,8	20,4	20,3
C.E.E. à neuf	31,6	30,6	30,4
Japon	19,6	20,7	20,6
P.V.D. non exportateurs de pétrole	11,1	12,1	12,0
Reste de l'Europe occidentale	6,5	6,5	6,5
Total des importations manufacturières (1)	100	100	99,3
(en milliards de dollars)	(51,6)	(99,3)	

(1) Y compris ANZAS, OPEP et EST.

I-9 - VIVE CONCURRENCE SUR LE MARCHÉ
DES P.V.D. NON PETROLIERS

a) De 41% de la population mondiale (1.681 millions d'habitants en 1977) ne résultent que 10% de la demande (solvable) mondiale et 15% des importations mondiales. De 1973 à 1977, les importations ont cru plus vite que la moyenne mondiale grâce aux recettes d'exportation et au gonflement de l'endettement.

b) Ce "continent sous-développé" est très hétérogène (cf chapitre III). Les échanges intra-zone sont depuis 1963 stables au voisinage de 15-16% des échanges totaux mais on peut, semble-t-il, percevoir les premiers signes d'un développement plus intense des échanges Sud-Sud, pour les produits manufacturés (I-9-2).

c) La C.E.E. (origine de 22% des importations 1977) précède l'Amérique du Nord (19%), les P.V.D. exportateurs de pétrole (18%), les autres P.V.D. (16%) et le Japon (13%).

Si l'on fait abstraction de la perturbation majeure due à la hausse du prix du pétrole, on retrouve la vive "concurrence à quatre" constatée sur d'autres marchés :

- l'érosion ininterrompue de la part de l'Amérique du Nord (de 29% des achats des P.V.D. non pétroliers hors fournitures des P.V.D. exportateurs de pétrole en 1963 à 23% en 1977) ;

- la montée du Japon, particulièrement nette entre 1963 et 1970 ;

- le sursaut des P.V.D. non exportateurs de pétrole à partir de 1970 ;

- ainsi qu'un maintien de la place de la C.E.E. après un net recul de 1963 à 1970, recul lié à la percée japonaise.

L'analyse de cette concurrence par grand "sous-continent" du Tiers-monde (Amérique latine, Afrique, Asie) sera reprise au chapitre III.

Tableau I-10-1 - LA CONCURRENCE INDUSTRIELLE A L'ECHELLE MONDIALE DE 1973 A 1977

		LES CONCURRENTS				
		Amérique				
		C.E.E.	du Nord	Japon	P.V.D.	Est
+ gain de un point de 1973 à 1977						
= perte de un point						
0 stabilité						
/ sans objet						
LES MARCHES	Etats-Unis	-----	/	+++	+++++	0
(par taille	C.E.E. à neuf	-	-	+	+	0
décroissante)	Est	0	0	++	0	-----
	P.V.D. non pétroliers	-	-	+	+	+
	Japon	0	0	/	0	---
	P.V.D. pétroliers	+	+	+	---	0

Tableau I-10-2 - LA CONCURRENCE C.E.E.-U.S.-JAPON SUR «LES MACHINES POUR INDUSTRIES SPECIALISEES» (1) DE 1973 A 1977

		IMPORTATIONS FOB EN PROVENANCE DE			
		C.E.E.	U.S.	Japon	CEE+U.S.+Japon
		en milliards dollars			
		1977			
+ gain de un point de 1973 à 1977					
= perte de un point					
0 stabilité					
/ sans objet					
LES MARCHES	Amérique du Nord	-----	---	++++++	7,3
	C.E.E. à neuf	0	0	0	18,1
	Est	---	---	++++	5,6
	P.V.D. non pétroliers	+	---	+	12,8
	Japon	0	0	/	0,9
	P.V.D. pétroliers	+	---	+	11,5
	Total (2)	-----	0	+++	67,8

(1) C.T.C.I. 712, 715, 717, 718 et 719 sauf 719-4.

(2) Y compris reste de l'Europe et ANZAS.

I-10 - LES MARCHES STRATEGIQUES A L'ECHELLE MONDIALE

a) Etudier la concurrence industrielle entre la C.E.E. et le Japon sur les seuls marchés européens et japonais est une erreur. En réalité la concurrence joue sur tous les marchés du monde et dans le cas C.E.E.-Japon, la concurrence la plus vive et la plus importante s'exerce sur les marchés tiers, ni européens, ni japonais. Un tableau de bord stratégique doit comporter trois volets :

- la concurrence à deux, saisie à travers les échanges bilatéraux ;
- la concurrence à deux, saisie sur l'ensemble des marchés du monde ;
- une approche multiconcurrents et multimarchés.

Cette dernière est esquissée dans les deux tableaux ci-contre.

Un signe "+" signifie un gain de 1% de 1973 à 1977 dans le total des importations du marché considéré ; un signe "-" indique une perte (1).

b) Ensemble des produits manufacturés :

- le point essentiel pour l'Europe des neuf est son recul sur le marché nord-américain, corrélatif de la poussée du Japon et, encore plus nette, des P.V.D.. Le marché nord-américain est stratégique parce qu'il est le plus important du monde, parce que la concurrence y est très vive et parce que la C.E.E. y est en position difficile.

- sur le marché européen, les mouvements sont identiques mais beaucoup plus lents ;

- le marché japonais est singulièrement peu propice aux industriels étrangers, de quelque pays qu'ils soient ;

- de 1973 à 1977, Japon, Etats-Unis et C.E.E. font match nul sur le marché en quadruplement des pays exportateurs de pétrole ;

- sur le marché des P.V.D. non pétroliers réapparaît le mouvement graduel de recul européen et américain et d'avancée du Japon et des P.V.D. ;

- l'ouverture des Pays de l'Est bénéficie davantage au Japon et aux petits pays européens qu'à la C.E.E., qui reste cependant, et de loin, le premier fournisseur des Pays de l'Est.

c) Pour la catégorie stratégique des "machines pour industries spécialisées" (biens d'équipement hors matériel électrique et électronique et matériels de transport), on observe le même calme apparent dans la répartition des achats (importants) de la C.E.E. et dans celle des importations (de faible ampleur) du Japon. Mais la poussée japonaise et le recul européen sont frappants sur les marchés d'Amérique du Nord et de l'Est.

(1) *Evidemment, une telle approche néglige la concurrence des producteurs locaux puisque l'on ne considère que la répartition des importations ; cette faiblesse méthodologique, hélas banale, sera éliminée lorsque la banque de données CHELEM du C.E.P.I.I. permettra de décrire de façon cohérente, pour les grandes zones de l'économie mondiale, les productions, importations et exportations.*

CHAPITRE II

DYNAMIQUES DES ECONOMIES OCCIDENTALES

Ce chapitre n'a pas la témérité de faire une analyse cohérente et complète des origines et des impacts de la crise sur les grandes économies occidentales. Il propose des éléments de réflexion selon une méthode comparative (des atouts, des faiblesses, des mouvements) et chronologique (quelles ruptures sont survenues depuis dix ans ?). Ce chapitre comprend quatre parties.

a) Quelle est l'homogénéité de la C.E.E. à neuf qui dans le chapitre précédent a été considérée comme un continent homogène ? La prépondérance commerciale de l'Allemagne s'est-elle accentuée depuis 1973 (II-1) ? Les grands pays de la C.E.E. ont-ils des espaces commerciaux identiques ou du moins convergents (II-2) ? Et les espaces de production internationale définis par leurs investissements à l'étranger sont-ils commensurables (II-3) ? Bref, les grands pays de la C.E.E. ont-ils la même perspective de l'économie mondiale ?

b) Le second volet décrit la cassure de la croissance, de la croissance familière en volume mais aussi de la croissance en valeur internationale, meilleur reflet des rapports internationaux de puissance (II-4). La rupture est particulièrement nette pour l'industrie et pour l'investissement (II-5). Et l'exemple américain montre qu'il est nécessaire de remonter au milieu des années 60 pour essayer de comprendre les changements des conditions de la croissance, et notamment l'inflexion de la productivité (II-6).

c) Pour affronter les prochaines années d'incertitudes et de concurrence avivée entre grands pôles capitalistes, les grandes économies occidentales n'ont pas les mêmes atouts ni les mêmes réflexes, qu'il s'agisse de la mobilité de l'emploi industriel (II-7), du dynamisme démographique (II-8), de la recherche industrielle (II-9), de l'autonomie énergétique (II-10), et de la capacité à dégager un excédent "structurel" des échanges avec l'étranger (II-11).

d) Enfin sont proposés les premiers résultats d'une étude sur les grands investisseurs internationaux. De quels pays s'agit-il ? L'investissement à l'étranger a-t-il été stimulé ou freiné par la crise (II-12) ? L'Europe a-t-elle perdu sa prééminence comme terre d'accueil des investissements étrangers (II-13) ? Quelle est l'ampleur du mouvement d'investissement étranger aux Etats-Unis depuis 1973 (II-14) ?

Tableau II-1 - EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DES PAYS DE LA C.E.E.

Exportations fob (C.T.C.I. 5 à 9)	1973 en %	1977 en %	1977 milliards de dollars
Allemagne	36,5	34,9	106,6
France	15,7	16,3	49,7
Royaume-Uni	15,8	15,8	48,4
Italie	11,1	12,6	38,4
Belgique-Luxembourg	11,1	9,9	30,4
Pays-Bas	7,1	7,8	23,9
Danemark	2,1	1,9	5,8
Irlande	0,6	0,8	2,4
Neuf pays de la C.E.E. en milliards de dollars fob	100 (167,4)	100 (305,6)	305,6

Source O.C.D.E. série A Echanges extérieurs.

Tableau II-2 - TAUX DE COUVERTURE
DES ECHANGES DE PRODUITS MANUFACTURES

Exportations fob/importations caf C.T.C.I. 5 à 9 (en %)	1973	1977
Allemagne	186,5	178,7
France	109,6	122,1
Royaume-Uni	118,7	127,0
Italie	135,4	174,0
Belgique-Luxembourg	125,0	118,6
Pays-Bas	96,2	87,6
Danemark	61,7	66,3
Irlande	52,2	64,9
Neuf pays de la C.E.E.	131,2	135,3

Même source.

II-1 - LA CONCURRENCE COMMERCIALE AU SEIN
DE LA C.E.E. DEPUIS 1973

Jusqu'à ce point du dossier, les pays de la C.E.E. à neuf ont été considérés comme constituant un "continent" économique unifié. Cette simplification n'est-elle pas abusive ? Les poids des pays qui la constituent ne sont-ils pas très différents ? La crise n'a-t-elle pas accentué les différenciations ? Les questions seront d'abord examinées en comparant l'état et l'évolution récente des échanges de produits manufacturés.

a) L'Allemagne fédérale est la puissance industrielle dominante de la C.E.E. : elle exporte deux fois plus de produits industriels que la France ou le Royaume-Uni (tableau II-1-1). Ses exportations manufacturières dépassent de 79% ses importations en 1977 (tableau II-1-2).

La France et le Royaume-Uni font chacun 16% des exportations manufacturières de la C.E.E. et ont des taux de couverture voisins (122 et 127).

, L'Italie vient en quatrième position (13%) avec un taux de couverture remarquable (174) et très proche de celui de l'Allemagne.

b) De 1973 à 1977, l'Italie progresse nettement plus vite que ses partenaires. Le recul de l'Allemagne (de 36,5% en 1973 à 34,9% en 1977) est dû aux effets décalés de la réévaluation considérable du deutschmark : de 1970 à 1973 la hausse du niveau général des prix en Allemagne, calculé en dollars dépasse de 22% la hausse moyenne des prix en dollars de l'O.C.D.E. (II-4-2). Sans étude complémentaire il est difficile de mesurer la relation exacte entre les deux phénomènes et de confirmer que la bonne spécialisation de l'industrie allemande a permis de limiter les effets de la réévaluation à une perte de 1,6 point des exportations manufacturières de la C.E.E..

Tableau II-2-1 - DESTINATIONS DES EXPORTATIONS TOTALES
DES GRANDS PAYS DE LA C.E.E. EN 1977

Année 1977	Origine	C.E.E. à neuf	Allemagne	France	Royaume Uni	Italie
Destination :						
	C.E.E. à neuf	50,7	44,9	50,4	36,6	46,6
	P.V.D.	19,8	18,9	25,2	26,4	23,8
	Europe hors C.E.E.	14,7	19,4	12,0	16,0	13,6
	Etats-Unis	6,2	6,7	5,1	9,4	6,7
	Est	4,3	6,1	4,6	2,7	5,4
	Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	1,9	1,8	1,1	5,0	1,2
	Japon	0,9	1,1	0,7	1,4	0,8
	Canada	0,9	0,8	0,8	2,2	0,8
	Total (1)	100	100	100	100	100

(1) Y compris non spécifiés.

Source O.C.D.E. Echanges extérieurs série A.

Tableau II-2-2 - REORIENTATION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS DE LA C.E.E.
DE 1973 A 1977

Origine	C.E.E. à neuf	Allemagne	France	Royaume Uni	Italie
Destination					
C.E.E. à neuf	—	—	—	++++	—
P.V.D.	+++	+++	+++	+++	++++
	++	+++	+++	++	+++
Europe hors C.E.E.	—	—	—	—	—
Etats-Unis	—	—	0	—	—
Est	0	0	+	—	+
Australie, N.-Zélande, Afrique du Sud	—	0	0	—	—
Japon	—	0	0	—	—
Canada	0	0	0	—	0

II-2 - LES PAYS DE LA C.E.E. ONT DES ESPACES ECONOMIQUES PARTIELLEMENT DIFFERENTS

Les grands pays industriels ont un espace économique qui englobe leurs partenaires commerciaux privilégiés. Les espaces économiques des grands pays de la C.E.E. sont-ils semblables après vingt années de marché commun ? A-t-on constaté des déformations récentes de ces espaces d'influence commerciale ?

a) La C.E.E. est évidemment l'espace économique privilégié des pays de la C.E.E. mais à des degrés inégaux (II-2-1). Le Royaume-Uni est le moins tourné vers la C.E.E. en 1977 (37% de ses exportations), en raison de son adhésion plus récente, mais le mouvement est nettement dans le sens d'une plus grande orientation vers la C.E.E.. L'Allemagne, l'Italie et la France font entre 45 et 50% de leurs exportations sur la C.E.E.. Les plus petits pays sont les plus fortement axés sur le marché de la C.E.E..

b) Chaque pays a des zones privilégiées hors de la C.E.E. L'Allemagne exporte relativement beaucoup vers le reste de l'Europe et vers l'Est ; la France vers les pays en voie de développement ; le Royaume-Uni vers les Etats-Unis, le Canada, l'Australie-Nouvelle Zélande, les P.V.D..

c) Outre l'intégration progressive du Royaume-Uni, le mouvement dominant des années 1973-1977 est la réorientation des exportations des quatre grands pays de la C.E.E. vers les P.V.D. : l'Italie d'abord, la France et l'Allemagne ensuite atteignent les meilleurs résultats.

Autre mouvement : le recul déjà mentionné sur le marché des Etats-Unis (au bénéfice du Japon et des P.V.D.) (cf I-4) est le fait du Royaume-Uni, de l'Allemagne et de l'Italie, mais la France conserve sa position.

Il est à noter que le recul britannique sur le marché de l'Australie-Nouvelle Zélande n'est pas compensé par l'avancée d'autres pays de la C.E.E. : le principal bénéficiaire en est le Japon.

Tableau II-3-1 - LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS DES PAYS DE LA C.E.E.

Total des investissements à l'étranger des neuf années 1969-77	1969-77	1969-77	1969-77	1969-77	1969-77
	milliards U.C.E.	%	part des invts dans la CEE	part des invts hors CEE	total des invts à l'étranger
Royaume-Uni	25,9	49,8	21,4	78,6	100
Allemagne	13,1	25,2	29,4	70,6	100
Pays-Bas	7,3	14,1	53,6	46,4	100
France	5,6	10,9	37,1	62,9	100
Total des quatre pays	51,9	100	29,7	70,3	100

Source : Office statistique des Communautés Européennes, Banque de données CRONOS.

Note : 1 U.C.E. : 1 unité de compte européenne : 1,225 dollar U.S.

Il ne s'agit que des sorties de capitaux et des profits réinvestis.

Tableau II-3-2 - L'INVESTISSEMENT DES PAYS EUROPEENS A L'ETRANGER
AVANT ET APRES 1973

	1969-73	1974-77	Progression de 69-73 à 73-77	Investissement vers la CEE en % du total	
	par an millions UCE	par an millions UCE		1969-73	1974-77
Royaume-Uni	2320	3570	+ 54%	22,4	20,7
Allemagne	1070	1940	+ 82%	30,5	28,6
Pays-Bas	550	1150	+110%	61,2	49,1
France	430	870	+104%	32,2	40,0
Total des quatre pays	4360	7540	+ 73%	30,2	29,3

Note : Chiffres arrondis.

Tableau II-4-1 - CROISSANCE DU PRODUIT INTERIEUR BRUT, EN VOLUME

Taux moyen annuel en %	1970-73	1973-77
Etats-Unis	4,7	2,1
Japon	8,7	3,1
Allemagne	3,9	1,5
France	5,6	2,9
Royaume-Uni	3,9	0,4
Italie	3,8	1,8
O.C.D.E.	5,1	2,1

Source : Comptes nationaux O.C.D.E.

Tableau II-4-2 - CROISSANCE RELATIVE DES PRIX

Taux moyen annuel en %	1970-73	1973-77
Etats-Unis	-4,8	-0,7
Japon	6,3	2,2
Allemagne	7,0	0,8
France	3,8	-0,3
Royaume-Uni	-1,2	0,0
Italie	0,6	-3,1
Moyenne de l'O.C.D.E.	0	0

Note : Le prix relatif de l'Allemagne de 7,0% l'an de 1970 à 1973 se calcule en deux étapes :

- Calcul de l'inflation allemande : prix du P.I.B. en dollars (18%) = inflation en DM (6,4%) x taux de change DM/dollar (10,9%).

- Calcul du rapport de l'inflation allemande en dollars (18%) à l'inflation moyenne en dollars de l'O.C.D.E. (10,4%).

Tableau II-4-3 - CROISSANCE EN VALEUR INTERNATIONALE

Taux moyen annuel en %	1970-73	1973-77
Etats-Unis	0,4	1,3
Japon	15,5	5,4
Allemagne	11,2	2,3
France	9,6	2,7
Royaume-Uni	2,6	0,4
Italie	4,5	-1,3
O.C.D.E.	5,1	2,1

Note : Croissance en valeur internationale : croissance en volume x croissance du prix relatif.

Tableau II-4-3

Tableau II-4-1

Tableau II-4-2

II-3 - DES MASSES DIFFERENTES D'INVESTISSEMENTS EUROPEENS A L'ETRANGER

L'espace économique d'un pays industriel n'est plus seulement commercial. Il englobe aussi les zones où sont effectués les investissements de production et de distribution. Quels sont au sein de la C.E.E. les grands investisseurs à l'étranger ? Où investissent-ils ? La crise a-t-elle ralenti et/ou réorienté les investissements ?

a) Le Royaume-Uni est le plus important investisseur à l'étranger : il a effectué la moitié des investissements cumulés de 1969 à 1977 de l'ensemble Royaume-Uni, Allemagne, Pays-Bas, France (tableau II-3-1). Et le Royaume-Uni est le pays qui investit le plus hors de la C.E.E. (79% du total de ses investissements).

L'Allemagne, malgré l'excédent "structurel" de ses paiements courants, ne vient qu'au second rang : un quart des investissements à l'étranger des quatre pays, dont 70% hors de la C.E.E..

Les Pays-Bas viennent ensuite (14% du total des quatre pays), avec un partage C.E.E./hors C.E.E. de 37/63%.

La France a investi cinq fois moins que le Royaume-Uni et deux fois moins que l'Allemagne.

b) Les changements récents ne sont pas très nets, car les évolutions sont gonflées par l'accélération de l'inflation. Il est certain qu'il n'y a pas eu d'arrêt de l'investissement à l'étranger même au sein des pays ayant rencontré des difficultés de balance des paiements (Royaume-Uni, France). Inversement l'Allemagne ne semble pas avoir investi plus rapidement à l'étranger malgré son "excédent structurel" et le pouvoir d'achat élevé de sa monnaie.

Il semble que l'investissement hors de la C.E.E. ait progressé un peu plus vite que l'investissement au sein de la C.E.E. (sauf dans le cas français).

Il est prématuré de conclure à un clivage entre le Royaume-Uni et l'Allemagne qui déploieraient une stratégie industrielle et commerciale à l'échelle mondiale, et la France qui resterait davantage tournée vers le continent européen et le sous-continent africain.

II-4 - CROISSANCES EN VOLUME ET EN VALEUR INTERNATIONALE

Les performances sur les marchés du monde sont des résultats dont il faut maintenant commencer à rechercher les causes dans la dynamique interne des grands pays occidentaux. La croissance en valeur internationale est la charnière entre les performances externes et les atouts internes. Quelle est la différence entre croissance en volume et croissance en valeur internationale ? Y a-t-il eu rupture en 1973 ?

a) La croissance en valeur internationale (1) est la croissance du produit intérieur brut du pays calculé d'abord en monnaie internationale (en dollars E.U.) et corrigée ensuite de l'inflation internationale calculée dans la même monnaie. Par exemple, la croissance en valeur internationale de l'Allemagne entre 1970 et 1973 (II-4-3) est de 11,2% par an, calculée en "déflatant" la croissance du P.I.B. de l'Allemagne en dollars (+22,5%) par la hausse moyenne des prix du P.I.B. de l'O.C.D.E. en dollars (+10,3%). Dans ce cas particulier, il apparaît que la croissance en valeur internationale (11,2% l'an) est très supérieure à la croissance en volume qui est de 3,9% (II-4-1). D'où vient la différence ? D'une hausse de la valeur internationale de la monnaie allemande de 7% en moyenne sur 1970-73 soit 22% au total sur les trois ans (II-4-2).

Une progression rapide de la valeur internationale de l'économie d'un pays, qui définit son importance dans l'économie mondiale, peut venir d'une croissance en volume plus rapide que la moyenne ou/et d'une revalorisation de la monnaie.

b) De 1958 à 1970, les croissances en valeur internationale ont été de 13% par an pour le Japon, 7% pour l'Allemagne, 5% pour la France, 3,8% pour les Etats-Unis et 2,5% pour le Royaume-Uni.

c) De 1970 à 1973, les changements brutaux de parité creusent les écarts antérieurs : Japon +15,5%, Allemagne +11%, France +10%, Royaume-Uni +3%, Etats-Unis -0,6%.

d) De 1973 à 1977, les croissances en valeur internationale sont plus lentes et plus convergentes : Japon +5%, Allemagne et France +2%, Etats-Unis +1%, Royaume-Uni 0%.

On peut noter que l'écart qui se creusait entre l'Allemagne et la France durant les années 60, au détriment de la France (dont la croissance en volume était plus rapide mais l'inflation relative l'était encore plus) s'est à peu près stabilisé à partir de 1970.

(1) Voir G. LAFAY : "Compétitivité, spécialisation et demande mondiale", *Economie et Statistiques*, n°80, juillet-août 76.

**Tableau II-5-1 - PART DE L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE
DANS LE PRODUIT INTERIEUR BRUT EN 1970**

Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Royaume-Uni
26%	35%	41%	29%	28%

Source : O.N.U. Annuaire des Comptes nationaux 1977.

Tableau II-5-2 - CROISSANCE TOTALE ET CROISSANCE INDUSTRIELLE (en volume)

Taux annuel en %	1970-73		1973-78	
	Total	Industrie	Total	Industrie
Etats-Unis	4,7	6,8	2,4	2,2
Japon	8,7	8,6	3,6	0,9
Allemagne	3,9	4,2	1,8	0,7
France	5,6	6,8(1)	3,0	1,2(1)
Royaume-Uni	3,9	3,5	0,9	-0,9

Source : P.I.B. total comptes nationaux O.C.D.E. ; industrie : indices de la production industrielle O.C.D.E.

(1) Dans le cas français, l'indice de la production industrielle croît moins vite que la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière.

Tableau II-5-3 - L'INVESTISSEMENT TOTAL (en volume)

Taux annuel en %	1970-73	1973-78
Etats-Unis	6,5	0,6
Japon	11,0	0,8
Allemagne	3,4	-0,3
France	7,1	0,5
Royaume-Uni	2,9	-1,5

Source : O.C.D.E., Comptes nationaux.

Note : Investissement total = Investissement productif + logement + investissement des administrations.

II-5 - FAIBLESSES DE LA CROISSANCE INDUSTRIELLE ET DE L'INVESTISSEMENT

Au moment d'aborder la crise, le poids de l'industrie manufacturière est très différent selon les grands pays occidentaux. Depuis 1973, l'industrie manufacturière est particulièrement touchée par le ralentissement de la croissance et par son évolution plus heurtée. De même l'investissement marque une sensibilité particulière à la crise. Ces trois aspects, dont les relations ne sont pas simples, seront développés successivement.

a) En Allemagne et au Japon, la place de l'industrie manufacturière dans l'économie en 1970 (respectivement 41% et 35%) était beaucoup plus importante qu'aux Etats-Unis (26%), au Royaume-Uni (28%) et en France (29%).

b) Seule la production manufacturière américaine a dépassé nettement le pic antérieur à la crise. En 1978 elle est de 11% supérieure au niveau de 1973. Ensuite viennent la France (+6%), le Japon (+5%) et l'Allemagne (+4%). La production manufacturière britannique est encore inférieure de 5% à son pic de 1973. Dans les cinq pays, la baisse absolue de la production manufacturière a été importante de 1973 à 1975, alors que l'ensemble de l'économie n'a marqué qu'une pause (Japon, France) ou une faible récession en 1975 (Etats-Unis, Italie, Allemagne, Royaume-Uni). La diminution la plus forte de la production manufacturière est survenue au Japon (-7,7% de 1973 à 1975).

Les caractéristiques particulières de la croissance industrielle américaine seront étudiées en II-6.

c) Dans aucun pays, l'investissement total n'a nettement franchi son plus haut niveau de 1973, et le creux de 1974-76 n'a été en rien compensé. L'investissement total comprend l'investissement productif, la construction de logements et les équipements collectifs des administrations. Les conclusions seraient encore plus nettes pour le seul investissement productif et a fortiori pour l'investissement de l'industrie manufacturière, qui reste en 1978 nettement en-dessous de 1973 (même s'il manifeste des signes de reprise dans certains pays). Cela signifie que les capacités de production (le capital productif) ont dans tous les pays cru beaucoup moins vite depuis 1973.

Tableau II-6-1 - ETATS-UNIS :

POIDS DU SECTEUR MANUFACTURIER ET DU SECTEUR TERTIAIRE

Part dans la valeur ajoutée à prix constants de 1972 (en %)	1948	1961	1966	1977
Secteur manufacturier	25,0	22,8	26,0	24,3
Secteur tertiaire	58,2	60,3	58,9	62,8
Part dans l'emploi total (en %)				
Secteur manufacturier	32,3	27,9	28,6	24,1
Secteur tertiaire	54,0	60,0	60,6	65,6

Source : Bureau of Economic Analysis, repris dans la Banque de données du C.E.P.I.I.

Note : Secteur tertiaire (y compris activités financières et non marchandes).

Tableau II-6-2 - LA PRODUCTIVITE AUX ETATS-UNIS

En % par an	1948-1966	1966-1977
Ensemble de l'économie		
P.I.B.	3,9	2,8
Effectifs salariés	1,7	1,8
Nombre d'heures travaillées	1,0	1,2
Productivité par heure travaillée	2,9	1,6
Secteur manufacturier		
Valeur ajoutée	4,2	2,2
Effectifs salariés	1,1	0,2
Nombre d'heures travaillées	1,2	-0,2
Productivité par heure travaillée	2,9	2,4
Productivité par tête	3,1	2,0
Secteur tertiaire		
Valeur ajoutée	4,0	3,4
Effectifs salariés	2,4	2,5
Nombre d'heures travaillées	1,4	2,0
Productivité par heure travaillée	2,6	1,4

II-6 - PARADOXES DE LA PRODUCTIVITE AMERICAINE

Il est courant d'entendre qualifier l'économie américaine de "post-industrielle". Un débat s'est ouvert récemment sur les causes du ralentissement de la productivité aux Etats-Unis. Un premier examen sur longue période aboutit à deux conclusions.

a) L'importance du secteur manufacturier dans la valeur ajoutée nationale à prix constants de 1972 n'a pas changé de façon significative depuis trente ans (tableau II-6-1). Le gain du secteur tertiaire de 58% en 1948 à 63% en 1977 s'est effectué en apparence au détriment de l'agriculture, des industries extractives et de la construction.

Mais les "phases" de tertiarisation sont directement liées aux mouvements de la croissance industrielle :

- de 1948 à 1961, l'industrie croît moins vite que le secteur tertiaire ; la part du tertiaire augmente donc ;

- de 1961 à 1966, l'industrie américaine vit un "boom" de croissance rapide, d'investissement massif, d'embauche nombreuse ; la part du tertiaire se contracte ;

- de 1966 à 1977, la croissance industrielle est nettement plus lente, bien avant 1973, et très fluctuante à partir de 1973 ; d'où une nouvelle vague apparente de "tertiarisation".

b) Le ralentissement de la productivité remonte au milieu des années 60 et affecte davantage le tertiaire que l'industrie manufacturière (II-6-2).

En termes de productivité horaire, il apparaît clairement que la cause essentielle de ce ralentissement se situe en dehors du secteur manufacturier. Certes, la productivité manufacturière croît moins vite depuis le milieu des années 60, en particulier si l'on se réfère à ce qu'on a appelé "l'âge d'or" des années 1961-66. Mais la chute est autrement nette dans le tertiaire où le rythme moyen de croissance de la productivité horaire passe de 2,6 à 1,4% l'an (*).

En termes de productivité par personne employée la situation du secteur manufacturier est moins favorable : d'un rythme moyen de 3,1% avant 66, on passe à 2,0%. La différence tient à l'évolution de la durée du travail, sur laquelle porte, en partie, l'ajustement entre évolution des effectifs et mouvements de la production industrielle.

La cassure de la productivité tertiaire, au moment même où l'informatisation progresse dans de nombreuses activités de services, apparaît paradoxale et amène à s'interroger sur les causes et la poursuite d'une telle évolution.

(*) Elle est par ailleurs très accusée depuis 1969 dans les industries extractives, la construction et la production d'énergie secondaire.

Tableau II-7-1 - CROISSANCE ET EMPLOI DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Taux de croissance annuelle en %	1970-73		1973-77	
	Production	Emploi	Production	Emploi
Etats-Unis	6,8	1,2	1,4	-0,6
Japon	8,6	1,7	-0,4	-1,6
Allemagne	4,2	-0,8	0,4	-2,0
France	6,8	1,0	1,1	-1,0
Royaume-Uni	3,5	-2,0	-1,6	-1,4

Source : O.C.D.E. indices de la production industrielle et statistiques de population active.

Tableau II-7-2 - MOBILITE APPARENTE DE LA MAIN-D'ŒUVRE MANUFACTURIERE

Indicateur de changement de la structure de l'emploi manufacturier en 9 branches	1970 à 1973	1973 à 1976
Etats-Unis	0,29	0,23
Japon	0,48	0,39
Allemagne	n.d.	0,70
France	0,38	0,32
Royaume-Uni	0,23	0,24

Source : Statistiques de population active O.C.D.E.

Définition de l'indicateur : On connaît la structure de l'emploi manufacturier en 9 sous-branches en 1970 :

$$(x_1 \dots x_9 ; x_1 + x_2 + \dots + x_9 = 1)$$

et en 1973 :

$$(y_1 \dots y_9 ; y_1 + y_2 + \dots + y_9 = 1)$$

L'indicateur est : $\frac{1}{9} [|x_1 - y_1| + |x_2 - y_2| + \dots + |x_9 - y_9|]$

$|x_1 - y_1|$ est un écart absolu.

Exemple simplifié à 2 sous-branches : 1970 $x_1 = 0,6$ $x_2 = 0,4$

$$1973 y_1 = 0,5 \quad y_2 = 0,5$$

$$\frac{1}{9} [|10,6 - 0,5| + |0,4 - 0,5|] = 0,10$$

Si la structure restait inchangée, l'indicateur serait à zéro ; plus la structure change et plus l'indicateur augmente.

N.B. : L'indicateur dépend de la nomenclature utilisée.

II-7 - L'EMPLOI INDUSTRIEL

Quel a été l'impact de la cassure de la croissance industrielle sur l'emploi dans le secteur manufacturier ? Peut-on mesurer la mobilité de l'emploi, avant et après 1973 ?

a) L'emploi industriel a moins fléchi que la production durant la récession de 1973-75 mais n'a pas suivi la reprise, sauf aux Etats-Unis.

De 1973 au creux de 1975 la baisse des effectifs a suivi celle de la production avec rapidité et ampleur aux Etats-Unis et en Allemagne, avec rapidité mais moins d'ampleur au Japon et au Royaume-Uni, sans rapidité ni ampleur en France.

Depuis le creux de 1975, trois cas se présentent :

- aux Etats-Unis, seul pays où le niveau de production d'avant-crise a été nettement dépassé, l'emploi manufacturier a cru rapidement et presque retrouvé en 1977 son niveau de 1973 (qui a été rejoint en 1978).

- particulièrement en Allemagne, mais aussi au Japon et en France, l'emploi industriel a continué à baisser après la reprise de 1975 et ce, au moins jusqu'en 1977. Par rapport à 1970, l'emploi dans l'industrie manufacturière est de 11% inférieur en Allemagne, de 2% au Japon et en France ;

- au Royaume-Uni, les progrès de productivité industrielle semblent interrompus depuis 1973 et l'emploi est en 1977 de 12% inférieur à celui de 1970.

b) La mobilité apparente de l'emploi manufacturier semble depuis 1977 la plus forte en Allemagne, suivie par le Japon et la France, qui précèdent le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

L'indicateur utilisé mesure la déformation de la structure de l'emploi manufacturier en 9 sous-branches. Il est donc grossier et ne fait pas la distinction entre mobilité interne à l'industrie (ceux qui vont d'une branche à l'autre) et effets des départs ou des entrées dans l'industrie, plus ou moins rapides selon les branches et les circonstances.

Selon cet indicateur grossier la mobilité apparente de la main-d'oeuvre manufacturière serait près de deux fois plus forte en Allemagne qu'au Japon ou en France (II-7-2).

Entre les deux périodes 1970-1973 et 1973-1976, la mobilité aurait diminuée d'un cinquième aux Etats-Unis, au Japon et en France. Elle reste stable au Royaume-Uni, à un niveau faible, il est vrai.

Tableau II-8-1 - LA FECONDITE DANS LES GRANDS PAYS DE LA C.E.E.

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
1970 (observé)	2,47	2,01	2,43	2,39
1973 (observé)	2,30	1,54	2,03	2,31
1975 (observé)	1,91	1,45	1,79	2,17
1985 (hypothèse)	2,01	1,58	1,93	1,96

Définition : nombre d'enfants moyen par femme.

Tableau II-8-2 - EVOLUTION DE LA POPULATION TOTALE

(% par an)	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Y compris les migrations				
1955-65	1,16	1,13	0,60	0,64
1965-75	0,77	0,56	0,30	0,68
Non compris les migrations (1)				
1975-80	0,3	-0,3	0	0,5
1980-85	0,4	-0,2	0,1	0,3
1985-90	0,4	-0,1	0,2	0,3

(1) Accroissement naturel, avec l'hypothèse de fécondité de II-8-1.

Tableau II-8-3 - EVOLUTION DE LA POPULATION D'AGE ACTIF (15-64 ans)

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Y compris les migrations				
1955-65	0,89	0,61	0,13	0,56
1965-75	0,82	0,33	0,01	0,36
Non compris les migrations				
1975-80	0,7	0,4	0,4	0,6
1980-85	1,1	0,9	0,6	1,0
1985-90	0,4	-0,4	0,1	0,2

II-8 - LE DYNAMISME DEMOGRAPHIQUE

La croissance de la population totale est un facteur de dynamisme de la demande de logements, de biens de consommation durables, de services privés et collectifs (éducation, santé, etc.). La croissance de la population en âge de travailler est un facteur de croissance économique à la fois quantitatif et qualitatif (afflux de main-d'œuvre jeune plus éduquée et plus mobile). Des projections publiées par la C.E.E. en 1978 amènent à trois conclusions.

a) La fécondité, en baisse depuis le milieu des années 60, est très en dessous du seuil de renouvellement de la population (2,1 enfants par femme) en Allemagne (1,45 en 1975), un peu en dessous en France (1,9) et au Royaume-Uni (1,8). Seule l'Italie fait exception (2,2).

b) L'évolution de la population totale est influencée par la fécondité, par la taille des générations en âge de maternité, par la mortalité et par les migrations. En supposant que la fécondité se stabilise et que les migrations aient un solde nul, la population diminuerait en Allemagne (-0,3% l'an sur 1975-85), croîtrait de 0,4% en France et en Italie et resterait stationnaire au Royaume-Uni.

c) Par contre la population en âge de travailler croîtrait rapidement jusqu'en 1985 (avec une hypothèse de solde migratoire nul), se stabiliserait ensuite et même diminuerait en Allemagne. Ce mouvement en ciseau de la population active par rapport à la population totale s'explique par l'arrivée à l'âge de 65 ans des générations creuses nées en 1914-18 et par l'afflux sur le marché du travail des générations nombreuses du début des années 60.

Atout en période d'expansion économique vive, la rapide augmentation des demandeurs d'emploi au cours des prochaines années posera problème en période de croissance ralentie.

Tableau II-9-1 - **REPARTITION DU VOLUME DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
DES ENTREPRISES (Financements privés et publics)**

	1967	1975
Etats-Unis	63,7	53,5
C.E.E. à neuf	28,9	33,2
Dont : Allemagne	8,7	11,9
Royaume-Uni	9,8	9,1
France	6,5	7,2
Japon	7,4	13,3
Total US + C.E.E. + Japon	100	100

Source : O.C.D.E.

Tableau II-9-2 - **REPARTITION DU VOLUME DE RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
INDUSTRIELLE SUR FONDS PRIVES**

	1967	1975
Etats-Unis	51,8	48,1
C.E.E. à neuf	35,7	33,7
Dont : Allemagne	12,2	13,1
Royaume-Uni	11,2	8,0
France	6,2	6,5
Japon	12,5	18,2
Total US + C.E.E. + Japon	100	100

Source : O.C.D.E.

Tableau II-9-3 - **INTENSITE DE LA RECHERCHE-DEVELOPPEMENT
INDUSTRIELLE SUR FONDS PRIVES**

Dépenses privées de R-D/valeur ajoutée des entreprises	1967	1970	1973	1977
Etats-Unis	1,2	1,3	1,2	1,3
Allemagne	1,05	1,2	1,1	1,2
Royaume-Uni	1,3	1,2	1,1	1,1
France	0,8	0,85	0,8	0,9
Japon	0,8	1,1	1,1	1,2

Source : O.C.D.E. « Observateur de l'O.C.D.E. » Mars 1979.

II-10 - L'AUTONOMIE ENERGETIQUE

Quelle était l'autonomie énergétique des grands pays occidentaux en 1973 ? S'est-elle améliorée depuis ?

a) Une mesure de l'autonomie énergétique est le rapport du déficit des échanges extérieurs d'énergie aux exportations totales (tableau II-10-1). Le pays le moins autonome en 1973 était le Japon et le plus autonome, l'Allemagne. La facture énergétique du Japon (principalement du pétrole) équivalait à 22% des exportations du pays tandis qu'en Allemagne 7% des exportations (trois semaines d'exportations) suffisaient à payer les importations nettes d'énergie. Etats-Unis (9%), France et Royaume-Uni (11%), Italie (12%) occupaient des positions intermédiaires.

Japon et Etats-Unis importaient le même montant : 8 milliards de dollars d'énergie (II-10-2).

b) De 1973 à 1978, les évolutions sont pour le moins contrastées :

- la dépendance énergétique du Japon double entre 1973 et 1975 (de 22% à 46%), mais le Japon fait l'effort le plus remarquable en rattrapant de 1975 à 1978 la moitié du terrain perdu (de 46% à 32%), grâce à une poussée des exportations industrielles et à un freinage des importations d'énergie qui en dollars n'augmentent que de 22% entre 1975 et 1978.

- au contraire, les Etats-Unis ont une dépendance énergétique croissante (30,5% en 1977-78 au lieu de 21,5% en 1974-75) et leurs importations d'énergie ont progressé de 67% en trois ans ;

- Allemagne, France et Italie suivent une évolution intermédiaire de dépendance moyenne et d'efforts moyens ;

- le Royaume-Uni bénéficie de plus en plus du pétrole de la mer du Nord.

En cinq ans les positions ont changé. La facture énergétique représente 3,8 mois d'exportations totales du Japon, 3,2 mois pour les Etats-Unis, 2,5 mois pour la France, 2,1 mois pour l'Italie, 1,3 mois pour l'Allemagne, moins d'un mois pour le Royaume-Uni.

Cet indicateur de capacité de payer la facture des importations énergétiques devrait être complété par une mesure de la capacité à résister non seulement à des hausses de prix mais à des diminutions d'approvisionnements.

Tableau II-11-1 - **SOLDES ANNUELS DES PAIEMENTS COURANTS**

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
En milliards de dollars						
Etats-Unis	-9,1	-0,3	-4,1	9,4	-1,5	-17,9
Japon	6,1	-0,1	-3,8	-0,5	3,1	9,3
Allemagne	0,8	3,7	8,2	3,2	3,3	3,0
France	0,1	-0,6	-4,9	0,0	-5,1	-2,8
Royaume-Uni	0,0	-3,0	-8,0	-4,5	-3,1	-0,1

Source : F.M.I., repris dans la banque de données C.E.P.I.I..

Tableau II-11-2 - **SOLDES CUMULES DES PAIEMENTS COURANTS**

	1967 à 1969	1970 à 1973	1974 à 1977
En milliards de dollars			
Etats-Unis	-6,6	-29,8	-35,2
Japon	2,9	13,8	8,1
Allemagne	8,5	6,0	17,4
France	-2,9	-0,7	-13,2
Royaume-Uni	-1,4	-1,5	-20,8

Tableau II-11-3 - **LE DEFICIT AMERICAIN**

	1972	1973	1974	1975	1976	1977
(1) Solde des paiements courants (milliards de dollars)	-9,1	-0,3	-4,1	9,4	-1,5	-17,9
(2) Ecart de croissance des U.S.A. par rapport à la moyenne O.C.D.E.	-0,7	-1,3	-2,9	-3,3	-2,7	-1,6
(3) Dépendance énergétique (déficit énergétique/exportations totales)		9,3	22,8	20,6	26,2	33,9

Source : (1) tableau II-11-1 ; (2) Comptes nationaux O.C.D.E. ; (3) tableau II-10-1.

II-11 - EXCEDENTS ET DEFICITS "STRUCTURELS"

L'aptitude à dégager grâce à une avance économique et technologique, un excédent durable des paiements courants est une caractéristique des économies dominantes : ce furent la Grande-Bretagne avant la première guerre mondiale et les Etats-Unis durant les vingt années qui ont suivi la guerre de 1939-45. Cet excédent permet d'investir à l'étranger avec de l'épargne réelle (et non de la création monétaire) et conforte la monnaie du pays utilisée comme monnaie internationale. Depuis dix ans, bien avant la crise pétrolière, la situation est devenue mouvante.

a) Avant 1973, les Etats-Unis ont accumulé un déficit de 36 milliards de dollars en sept ans (1967-73). L'Allemagne et le Japon eurent un excédent de 15 et 17 milliards de dollars respectivement. Les autres pays ont évité de se trouver durablement en déficit en procédant à des dévaluations (France) ou en ralentissant leur croissance et donc leurs importations (Royaume-Uni).

A partir de 1971 des changements de parité très importants ont eu lieu (II-4-2) mais sans effets immédiats sur le déficit américain ou les excédents allemand et japonais.

b) En 1974 et 1975, le mouvement est similaire dans tous les grands pays (sauf l'Allemagne) : déficit important en 1974 qui a pour contrepartie l'excédent de l'O.P.E.P. puis rétablissement de l'équilibre en 1975... grâce à l'arrêt complet de la croissance.

c) En 1976 et 1977 réapparaissent le déficit américain et les excédents allemand et surtout japonais.

Il ne faut pas conclure au caractère irréversible d'une telle évolution. Les réévaluations et dépréciations finissent par avoir un effet partiellement équilibrant (II-1) et il en est de même d'un réglage convenable de la croissance interne, dans la mesure où la politique peut ou souhaite accélérer ce rythme dans les pays excédentaires et le ralentir dans les pays déficitaires.

d) Ainsi le déficit croissant des Etats-Unis de 1975 à 1977 peut-il s'expliquer en partie (II-11-3) :

- par la croissance moins ralentie que dans les autres pays (un freinage de la croissance réduirait ce facteur de déficit) ;

- par la dépendance énergétique en augmentation depuis 1975 (des économies d'énergie analogues à celles du Japon seraient rééquilibrantes).

Tableau II-12-1 : INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER DE QUATRE GRANDS PAYS

(Total cumulé des sorties de capitaux et des profits réinvestis)	Fin 1966 en %	fin 1971 en %	fin 1977 en %	1977 mds DTS
Etats-Unis	71,1	71,5	64,1	122,5
Royaume-Uni	24,2	19,4	15,8	30,2
Allemagne	3,4	6,0	10,7	20,4
Japon (1)	1,3	3,1	9,4	18,0
Quatre pays (en milliards de DTS)	100 (72,9)	100 (111,0)	100 (191,1)	191,1

Sources : U.S.A. : Survey of Current Business ; Royaume-Uni : Banque d'Angleterre ; R.F.A. : Ministère de l'Economie ; Japon : MITI.

Note (1) : Pour le Japon : Autorisations de dépenses.

I.D.T.S. = 1 dollar de 1971.

Tableau II-12-2 : INVESTISSEMENTS MANUFACTURIERS A L'ETRANGER

	fin 1966 en %	fin 1971 en %	fin 1977 en %	1977 mds DTS
Etats-Unis en % du total	69,6	68,8	61,3	54,0
Royaume-Uni en % du total	24,5	20,5	15,9	14,0
Allemagne en % du total	4,6	8,3	16,3	14,3
Japon en % du total	1,3	2,4	6,6	5,8
Quatre pays (en milliards DTS)	100 (30,0)	100 (46,0)	100 (88,0)	88,0
En % du total des investissements figurant au tableau II-12-1.	40,9	41,5	46,1	

Note : investissement manufacturier (hors mines, pétrole, construction, services et commerce).

Sources : U.S.A. : Survey of Current Business ; Royaume-Uni : calculs à partir des actifs ventilés par secteurs à fin 1965 et fin 1974 (la ventilation n'étant réalisée que tous les 3 ans et celle de 1977 n'étant pas encore publiée). R.F.A. et Japon : Cf tableau II-11-1.

II-12 - LES GRANDS INVESTISSEURS INTERNATIONAUX ET LA CRISE

Quels pays investissent le plus à l'étranger ? L'investissement à l'étranger a-t-il été ralenti par la crise récente ? Une étude en cours au C.E.P.I.I. propose de premiers résultats pour les quatre plus grands investisseurs (Etats-Unis, Royaume-Uni, Allemagne, Japon), malgré les difficultés statistiques considérables (1).

a) Les Etats-Unis demeurent, de très loin le premier investisseur à l'étranger. Fin 1977, ils avaient à eux-seuls les deux-tiers (64%) des "actifs à l'étranger" des quatre pays ; ces "actifs" étant approchés par le total cumulé des sorties de capitaux et des profits réinvestis sur place par les filiales. Le Royaume-Uni venait en second (16%), précédant l'Allemagne (11%) et le Japon (9%). (Tableau II-12-1).

b) L'évolution depuis 1966 est caractérisée par l'émergence de l'Allemagne et, plus tardivement du Japon, et le recul du Royaume-Uni.

c) L'impact de la crise n'est pas facile à apprécier car l'inflation mondiale gonfle artificiellement les flux récents. Ainsi, l'investissement annuel des firmes américaines (toutes sources de financement incluses) continue à progresser en dollars courants : 14 milliards de dollars en 1970, 26 en 1974 et 31 en 1978. Correction faite de la dépréciation du dollar et de l'inflation mondiale, les investissements américains en 1978 sont, en dollars constants, au niveau de 1970 et inférieurs de 15% en pic de 1974.

d) Les investissements manufacturiers à l'étranger (financés sur fonds propres) continuent à représenter entre 40% et 50% des investissements tous secteurs d'activité confondus. L'Allemagne a une part d'investissement industriel supérieure à la moyenne. Le Japon, a encore des investissements plutôt axés sur le commerce, les services, les matières premières mais l'investissement industriel à l'étranger y progresse nettement.

(1) *Le financement de l'ensemble des dépenses entraînées par ces investissements repose sur trois sources :*

- *les capitaux envoyés par les maisons-mères à leurs filiales à l'étranger ;*
- *les profits réinvestis par les filiales ;*
- *les emprunts et autres sources de financement extérieures aux entreprises.*

L'ensemble de ces dépenses n'est connu que pour les investissements américains ; les deux premières pour l'Allemagne et le Royaume-Uni ; la première pour la France ; les autorisations pour le Japon.

ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DES INVESTISSEMENTS A L'ETRANGER

(Avoirs cumulés des sorties de capitaux et profits réinvestis par les filiales, en mds de DTS)

	Fin 1966	Fin 1971	Fin 1977
II-13-1 - Par les Etats-Unis (1)			
Zones d'accueil :			
Canada	15,7	22,2	29,1
Europe	16,4	25,6	49,9
dont C.E.E. à 9	(13,0)	(21,6)	(39,1)
Anzas	2,5	4,5	6,6
Japon	0,7	1,7	3,4
Total pays industriels	35,3	54,0	89,0
P.V.D.	13,9	21,5	27,7
Non ventilé	2,6	3,9	5,8
Total général	51,8	79,4	122,5
II-13-2 - Par le Royaume-Uni (2)			
Zones d'accueil :			
U.S.A.	2,8	4,3	5,2
Canada	1,5	1,6	2,3
Europe	1,9	3,2	6,8
dont C.E.E. à 9	(1,6)	(2,8)	(5,2)
Anzas	2,6	4,6	6,4
Japon	—	—	0,1
Total pays industriels	8,8	13,7	20,8
P.V.D.	4,6	4,4	5,8
Non ventilé (3)	4,2	3,4	3,6
Total général	17,6	21,6	30,2
II-13-3 - Par la R.F.A. (4)			
Zones d'accueil :			
U.S.A.	0,2	0,6	2,6
Canada	0,2	0,6	1,4
Europe	1,4	3,9	11,3
dont C.E.E. à 9	(1,0) (5)	(2,4)	(7,0)
Anzas	0,1	0,1	0,5
Japon	—	—	0,1
Total pays industriels	1,9	5,2	15,9
P.V.D.	0,6	1,5	4,5
Total général	2,5	6,7	20,4

(1) Source : Survey of Current Business.

(2) Source : Données calculées à partir des actifs publiés par Trade and Industry pour 1965, 1971 et 1974 et des flux publiés par la Banque d'Angleterre et Business Monitor pour les années intermédiaires, sauf les chiffres concernant les U.S.A., tirés du Survey of Current Business.

(3) Avoirs pétroliers et financiers.

(4) Source : Ministère Fédéral de l'Economie et notes du Conseiller Financier à Bonn.

(5) Estimation.

II-13 - L'EUROPE CONTINUE A ATTIRER LES INVESTISSEMENTS ETRANGERS

a) La crise a stabilisé les flux d'investissements américains à l'étranger (tableau II-13-1). Elle n'a pas infléchi leur orientation géographique. L'Europe reste la zone privilégiée par les investissements américains : un tiers des actifs américains à l'étranger est dans la C.E.E. et un sixième dans le reste de l'Europe. Le Canada vient après l'Europe (29%). On peut noter un effort des firmes américaines vers le Japon, où la pénétration des investissements étrangers reste très faible.

Par contraste l'investissement américain dans les pays en voie de développement reste apparemment faible et peu croissant (23% en 1977 contre 27% en 1971). Mais ce constat doit être fait avec deux réserves. Des nationalisations ont été effectuées, notamment dans le domaine pétrolier. Et l'indicateur retenu est biaisé car il ne tient pas compte de la part des investissements financée par emprunt. Or, le financement par endettement atteint la moitié du total des investissements américains de 1972 à 1977 ; il est un peu moins élevé pour les investissements dans les P.V.D. (32%) que dans les pays occidentaux.

Malgré l'imperfection des données utilisées, il est possible de conclure que la crise n'a pas provoqué de désinvestissement majeur des Etats-Unis à l'étranger et n'a fait que ralentir éventuellement le processus d'organisation de l'espace économique occidental des grandes firmes américaines.

b) Le Royaume-Uni, lui aussi, malgré les vicissitudes internes, a continué à investir à l'étranger (tableau II-13-2) et par priorité au sein de l'Europe des neuf et du reste de l'Europe (17% et 5% des investissements accumulés à l'étranger). Mais dans les zones traditionnelles d'investissement britannique (Etats-Unis, Canada, Australie-Nouvelle Zélande-Afrique du Sud, Pays en voie de développement), la progression reste soutenue. Ceci confirme la permanence d'une orientation mondiale de l'économie britannique, même si l'entrée de la C.E.E. provoque de nouveaux flux d'échanges et d'investissements.

c) L'Allemagne fédérale avait fin 1966 des avoirs productifs à l'étranger négligeables en raison des confiscations qui ont suivi la seconde guerre mondiale. Le mouvement d'investissement à l'étranger commence à la fin des années 60 et s'amplifie ensuite, à la faveur de l'excédent "structurel" des paiements courants et de la réévaluation du deutsche-mark. L'orientation est d'abord européenne (C.E.E. et périphérie). De 1971 à 1977 ces investissements continuent à progresser fortement en Europe (55% du total fin 77) mais se développent vers les P.V.D. (22%) et l'Amérique du Nord (20%). A nouveau, la corrélation apparaît entre l'espace des échanges commerciaux et celui des investissements à l'étranger.

Tableau II-14-1 - INVESTISSEMENTS ETRANGERS AUX ETATS-UNIS

Cumul des entrées de capitaux et des profits réinvestis

Pays Investisseurs	fin 1966	fin 1971	fin 1977	fin 1977
	(en %)	(en %)	(en %)	en mds DTS
Canada	26,4	23,7	17,6	4,9
Europe	69,2	74,8	66,6	18,7
dont U.K.	32,0	33,1	18,5	5,2
C.E.E. 6	23,0	27,3	37,8	10,6
R.F.A.	2,2	5,8	7,3	2,0
N.-L.	15,4	16,0	20,8	5,8
F.	2,3	2,5	5,0	1,4
Autres EUR.	14,3	13,8	10,3	2,9
Japon	1,1	-1,6	5,0	1,4
Autres	3,3	1,5	10,8	3,0
Total (en %)	100	100	100	28,0
(en milliards de D.T.S.)	9,1	12,8	28,0	

Source : Survey of Current Business.

Tableau II-14-2 - REPARTITION SECTORIELLE DES INVESTISSEMENTS ETRANGERS AUX ETATS-UNIS

Pays investisseurs	Flux cumulés fin 1977 mds DTS	Répartition en pourcentage du total					%
		Pétrole	Manufact.	Trade	Assurances	Autres	
Canada	4,9	12,0	57,3	12,6	3,0	15,2	100
Europe	18,7	24,4	37,1	21,7	7,8	9,1	100
Royaume-Uni	5,2	7,7	35,5	31,2	18,6	7,1	100
Europe (sans U.K.)	13,5	30,8	37,7	18,0	3,7	9,8	100
Japon	1,4	2,8	18,7	47,3	2,2	29,0	100
Autres	3,0	8,0	42,0	19,4	7,6	23,0	100
Total	28,0	19,3	40,2	21,1	6,7	12,7	100

II-14 - UN AFFLUX CROISSANT, MAIS ENCORE
RELATIVEMENT FAIBLE, D'INVESTISSEMENTS
ETRANGERS AUX ETATS-UNIS

La dépréciation du dollar qui atténue et parfois renverse les écarts de coûts de production entre les Etats-Unis et les autres pays, par exemple l'Allemagne ou le Japon, aurait pu provoquer un reflux massif des investissements productifs vers les Etats-Unis, de la part des firmes multinationales américaines.

En fait, les entreprises américaines n'ont qu'assez faiblement ralenti leur effort d'investissement à l'étranger (cf II-13) mais les investissements étrangers aux Etats-Unis ont fortement progressé tout en restant de montant modeste par rapport aux actifs industriels et commerciaux accumulés par les firmes américaines à l'étranger (28 milliards de D.T.S. comparé à 123 milliards) et a fortiori par rapport au P.N.B. américain.

Dans les investissements tous secteurs aux Etats-Unis, les Pays-Bas viennent en tête (21% en 1977) puis le Royaume-Uni (19%) et le Canada (18%). Malgré un effort récent, l'Allemagne (7%), la France (5%) et le Japon (5%) n'ont pas encore remonté leur "retard historique" (tableau II-14-1).

La composition des actifs détenus par l'étranger aux Etats-Unis par grandes activités productives montre :

- l'imbrication des industries manufacturières des Etats-Unis et du Canada : 57% des investissements du Canada aux Etats-Unis sont industriels ;

- le poids des investissements pétroliers (des Pays-Bas principalement) ;

- le dynamisme des investissements dans la distribution (particulièrement pour le Japon) ;

- l'émergence d'investissements manufacturiers européens (37% des investissements européens fin 1977, soit 7 milliards de D.T.S.) qui devancent nettement le Japon.

III-2 - LA DISSYMETRIE DES ECHANGES OUEST-SUD DE PRODUITS INDUSTRIELS

Dans quelle mesure les échanges extérieurs ont-ils contribué au décollage industriel des P.V.D. à la fin des années soixante ? et à la poursuite de leur croissance après 1973 ? Ces deux questions seront abordées successivement.

a) Tout au long des années soixante, les P.V.D. accentuent leur effort d'exportation vers les pays développés et parviennent à stabiliser le partage de leur marché intérieur de produits manufacturés entre fabrications locales et importations en provenance des pays développés (tableau III-2-1).

"L'effort à l'exportation" passe de 10,7% en 1965 à 15,9% en 1973. La part des importations sur le marché intérieur passe de 35,2% à 36,5%.

Une première réorientation des exportations vers le sud s'esquisse entre 1969 et 1973, mais les montants restent faibles.

b) A partir de 1973, la hausse du pouvoir d'achat des P.V.D. exportateurs de pétrole et la crise des économies occidentales entraînent davantage une accentuation des tendances antérieures que de profonds changements.

Certes les P.V.D. exportateurs de pétrole offrent de nouveaux débouchés aux industriels occidentaux, et ceci explique le subit déplacement en faveur des pays développés, du partage du marché intérieur des P.V.D. qui était à peu près stable de 1965 à 1973. Il faut noter que les exportations industrielles de l'Ouest vers l'Ouest ne progressent que de 1,8% par an en volume de 1973 à 1977, alors que les ventes au Sud augmentent de 13,1% par an.

Mais la progression du volume des ventes de produits industriels des P.V.D. aux pays développés ne ralentit guère (avec un creux sensible en 1975, effacé en 1976).

Et surtout, la progression rapide (depuis 1967) des exportations de produits industriels des P.V.D. vers les autres P.V.D. ne fléchit en rien (tableau III-2-2).

Les ventes des P.V.D. aux P.V.D. sont encore faibles (12 milliards de dollars en 1977 et 12% des importations manufacturières des P.V.D.) ; mais il est net qu'un mouvement d'échanges Sud-Sud se met en place depuis plus de dix ans et se développe.

Tableau III-3-1 - REPARTITION GEOGRAPHIQUE DE L'INDUSTRIE DES P.V.D.

P.I.B. manufacturier Prix 1970	(en %)			
	1963	1969	1973	1975
Amérique latine	56,4	57,1	57,0	56,4
Asie du Sud et de l'Est	30,1	28,9	28,0	29,0
Afrique	10,2	10,0	10,5	9,7
Moyen-Orient	3,2	3,8	4,2	4,6
Ensemble des P.V.D.	100	100	100	100

Source : O.N.U., Comptes nationaux.

Tableau III-3-2 - REPARTITION DES EXPORTATIONS MANUFACTURIERES DES P.V.D.

Exportations manufacturières (C.T.C.I. 5 à 8) Prix 1970	1965	1973	1975
Amérique latine	13,0	18,8	21,2
Asie du Sud et de l'Est	63,0	71,0	66,7
Afrique	15,2	5,8	4,5
Moyen-Orient	8,7	5,8	7,6
Ensemble des P.V.D.	100	100	100

Tableau III-3-3 - REPARTITION DES IMPORTATIONS MANUFACTURIERES DES P.V.D.

Importations manufacturières (C.T.C.I. 5 à 8) Prix 1970	1965	1973	1975
Amérique latine	32,4	29,7	27,1
Asie du Sud et de l'Est	31,5	31,3	25,1
Afrique	24,4	22,6	23,5
Moyen-Orient	11,8	15,4	24,3
Ensemble des P.V.D.	100 ^a	100	100

III-3 - QUATRE SOUS-CONTINENTS DU TIERS-MONDE

Il est aisé de diviser le continent des pays en voie de développement en quatre sous-continentes géographiques : l'Asie du Sud et de l'Est (58% de la production des P.V.D. en 1977), l'Afrique (21%), l'Amérique latine (17%) et le Moyen-Orient (4%).

a) L'Amérique latine est la zone la plus avancée en moyenne dans l'industrialisation et assure à elle seule plus de la moitié de la production industrielle des P.V.D. avec moins du cinquième de la population (tableau III-3-1). Viennent ensuite : l'Asie du Sud et de l'Est (29% de l'industrie des P.V.D. mais 58% de leur population) ; l'Afrique (10% de l'industrie des P.V.D. et 21% de leur population) ; et le Moyen-Orient (5% de l'industrie et 4% de la population).

b) Curieusement, la répartition de l'industrie entre ces quatre sous-continentes n'a pratiquement pas changé de 1963 à 1975 (dernière année connue). Mais cette similitude remarquable dissimule les différences profondes tant dans l'insertion dans l'économie mondiale que dans la dynamique interne de chacune des zones.

L'Amérique latine est davantage introvertie. En 1975, elle faisait 56% de la production mais seulement 21% des exportations industrielles des P.V.D. et 27% de leurs importations. Mais cette introversion est toute relative : la progression des exportations industrielles est continue et très nette, de même que le recul relatif des importations. L'amélioration du solde des échanges de produits manufacturés, du côté des exportations et des importations, a contribué à la croissance rapide de cette zone d'industrialisation déjà ancienne.

L'Asie du Sud et de l'Est est fort extravertie : 29% de la production industrielle des P.V.D. mais 67% des exportations et 25% des importations.

L'Afrique, peu industrialisée, exporte très peu de produits manufacturés (son retard est rapidement croissant par rapport aux autres zones) et en importe beaucoup.

Le Moyen-Orient est devenu une zone importatrice majeure de produits manufacturés depuis la hausse du prix du pétrole en 1973 et développe depuis au moins quinze ans une industrie manufacturière de petite taille mais en croissance rapide.

Tableau III-4-1 - LES GRANDS PAYS D'AMERIQUE LATINE

	Population	P.N.B.	Croissance manufacturière		
	1977	1977	(% par an)		
	millions	mds dollars	1960-66	1966-73	1973-76
Brésil	113,2	157,7	4,1	12,6	7,4
Mexique	64,2	71,0	9,7	7,6	3,9
Argentine	26,1	45,1	5,3	7,3	-0,7
Colombie	25,0	17,6	5,7	7,6	4,2*
Total Amérique latine	334,8	413,6	6,2	8,8	4,4

Source : Banque mondiale 1978 World Bank Atlas (colonnes 1 et 2).

O.N.U. (colonnes 3 à 5).

* Sur 73-75.

Tableau III-4-2 - LES IMPORTATIONS DE L'AMERIQUE LATINE

Importations totales fob	1963	1970	1973	1977	1977
	en %	en %	en %	en %	mds dollars
Amérique du Nord	38,7	39,3	34,4	29,1	19,4
P.V.D. exportateurs de pétrole	10,3	6,9	12,9	20,5	13,6
C.E.E. à neuf	24,9	23,9	21,9	18,3	12,2
Autres P.V.D.	10,0	12,1	12,7	13,6	9,1
Japon	3,2	5,8	7,0	7,6	5,0
Est	7,6	5,6	4,6	5,5	3,6
Total des importations (1) en %	100	100	100	100	66,6
en milliards de dollars	(9,0)	(18,2)	(30,9)	(66,6)	
dont Amérique latine	(17,5%)	(15,4%)	(16,2%)	(16,5%)	
(Commerce intra-Zone)					

(1) Y compris celles en provenance du reste de l'Europe et de l'ANZAS.

III-4 - L'AMERIQUE LATINE SEMI-INDUSTRIALISEE

a) L'Amérique latine est la plus grande zone industrielle des pays en voie de développement puisqu'elle concentre plus de la moitié de la production industrielle des P.V.D..

L'industrialisation y est la plus précoce : la part de l'industrie dans le P.I.B. total de la zone atteignait déjà en 1960 un pourcentage de 21% contre 12% en Asie, 9% en Afrique et 7% au Moyen-Orient.

C'est la zone où la population croît le plus rapidement (après le Moyen-Orient, terre d'immigration) : 2,9% l'an entre 1970 et 1975 et davantage dans les deux plus grands pays : 3,0% par an au Brésil et 3,5% au Mexique.

b) Au moins pour les quatre plus grands pays de la zone (Brésil, Mexique, Argentine et Colombie), la croissance industrielle s'effectue à des rythmes comparables de 1960 à 1973 (tableau III-4-1).

La part des échanges entre pays de la zone, sans atteindre les pourcentages de l'Amérique du Nord ou de la C.E.E., est stable autour de 17% (tableau III-4-2).

c) Le premier fournisseur de l'Amérique latine est l'Amérique du Nord mais celle-ci n'assure que 29% des importations de l'Amérique latine en 1977. Viennent ensuite les P.V.D. exportateurs de pétrole (21%) et la C.E.E. (18%). L'Amérique latine est après le Japon la zone qui a la facture pétrolière la plus lourde (en % de ses importations totales).

En évolution, on retrouve la poussée du Japon et celle des P.V.D. non pétroliers et l'érosion des positions de l'Amérique du Nord et de la C.E.E.

L'Amérique latine est aussi un marché tiers stratégique où joue au plus vif la concurrence entre C.E.E., Japon, P.V.D. et Amérique du Nord.

Tableau III-5-1 - LES GRANDS PAYS D'ASIE DU SUD ET DE L'EST

	Population P.N.B. 1977		Croissance manufacturière		
	1977 millions	(% par an) mds dollars	1960-66	1966-73	1973-76
Inde	632	97,4	6,2	4,5	3,9
Indonésie	134	40,6	0,8	9,7	12,6
Bangladesh	83	7,6	} 10,1	5,0	n.d
Pakistan	73	14,2			-0,3
Philippines	45	20,2	4,8	7,0	4,3
Thaïlande	44	18,3	11,1	11,5	8,2
Corée du Sud	37	29,4	13,0	21,0	18,1
Total Asie Sud et Est	1164	292,3	7,1	8,1	7,6

Source : O.N.U.

Tableau III-5-2 - LES IMPORTATIONS DE L'ASIE DU SUD ET DE L'EST

Importations totales fob	1963	1970	1973	1977	1977
	%	%	%	%	mds dollars
ORIGINE					
Japon	13,0	24,5	25,1	24,3	17,1
P.V.D. non pétroliers	21,0	18,4	20,2	18,4	13,0
Amérique du Nord	26,9	23,2	19,9	16,2	11,4
P.V.D. exportateurs de pétrole	4,8	5,0	7,7	15,7	11,1
C.E.E. à neuf	20,2	16,4	14,3	13,7	9,7
Est	9,0	6,8	6,4	5,9	4,2
Total des importations (1)	100	100	100	100	70,5
en milliards de dollars	(11,4)	(18,5)	(35,5)	(70,5)	
Dont Asie du Sud et Est	20,5%	17,2%	18,5%	18,7%	
(Commerce intra-zone)					

III-5 - LES DEUX ASIES DU SUD-EST (1)

a) Autant l'Amérique latine suit un développement relativement homogène, autant les voies suivies par les grands pays d'Asie du Sud et de l'Est sont contrastées.

La zone rassemble 58% de la population des P.V.D. et 28% de la population du monde. La croissance démographique moyenne, plutôt modérée (2,3% l'an entre 1970 et 1975) est le résultat d'évolutions contrastées (1,6% en Corée, 2,1% en Inde, 2,6% en Indonésie, 3,0% au Pakistan).

b) Les vitesses de croissance industrielle sont encore plus dissemblables (tableau III-5-1). La Corée du Sud vient en tête des sept plus grands pays de la zone : 20% l'an depuis 1966. Ensuite, la Thaïlande, l'Indonésie, les Philippines. Enfin, l'Inde (4% l'an), le Pakistan et le Bangladesh.

Certains pays ont choisi une stratégie d'industrialisation extravertie (rôle moteur des exportations), tels la Corée, Taïwan, Hong-Kong et Singapour. D'autres ont opté pour une stratégie introvertie (substitution de produits locaux aux importations), tels l'Inde. La réalité est plus complexe comme en témoigne l'effort de reconquête du marché intérieur de la Corée et la présence des sociétés d'ingénierie indiennes au Moyen-Orient.

c) Le premier fournisseur de la zone est le Japon (24% des importations) suivi par les P.V.D. non pétroliers (18%), l'Amérique du Nord (16%) et la C.E.E. (16%). Le commerce intra-zone est plus intense qu'en Amérique latine.

L'évolution la plus remarquable s'est effectuée durant les années soixante, lorsque le Japon s'est substitué à l'Amérique du Nord et à la C.E.E. à neuf sur de nombreux marchés. Entre 1963 et 1970, sa part dans les importations de la zone est passée de 13% à 24,5%. Depuis 1970, la répartition des importations hors pétrole ne se déforme plus que lentement en faveur du Japon et au détriment de l'Amérique du Nord et, à un moindre degré, de la C.E.E..

(1) La zone ne comprend ni l'Australie-Nouvelle Zélande, ni le Japon, ni la Chine et les pays communistes, ni le Moyen-Orient.

Tableau III-6-1 - LES GRANDS PAYS D'AFRIQUE

	Population	P.N.B.	Croissance manufacturière		
	1977 millions	1977 mds dollars	1960-66	1966-73	1973-76
Nigéria	79	33,3	—	—	—
Egypte	39	12,2	—	—	—
Ethiopie	29	3,2	—	—	—
Zaire	26	3,3	—	—	—
Maroc	18	10,1	—	—	—
Algérie	17	19,0	—	—	—
Soudan	17	4,9	—	—	—
Total Afrique	409	159	7,2	7,9	2,3

Source : O.N.U.

Tableau III-6-2 - LES IMPORTATIONS DE L'AFRIQUE

Importations totales fob	1963	1970	1973	1977	1977
	%	%	%	%	mds dollars
ORIGINE					
C.E.E. à neuf	52,3	47,9	51,5	51,7	25,3
P.V.D. non pétroliers	12,9	13,2	11,0	11,2	5,5
Amérique du Nord	12,8	9,8	9,5	9,8	4,8
Japon	4,2	4,5	5,0	5,7	3,3
Est	7,5	10,7	8,6	5,9	2,9
P.V.D. exportateurs pétrole	2,6	2,5	3,0	4,3	2,1
Total des importations	100	100	100	100	49,0
en milliards de dollars	6,2	11,2	18,0	49,0	
Dont Afrique	6,5%	6,8%	5,9%	4,6%	
(Commerce intra-Zone)					

III-6 - L'AFRIQUE SOUS-INDUSTRIALISEE

a) L'Afrique est un continent dispersé et d'industrialisation attardée (1).

Les huit pays les plus peuplés de la zone ne rassemblent que la moitié de la population et du P.N.B. de la zone. La croissance démographique est rapide : 2,6% l'an sur 1970-75 (Nigéria 2,7%, Algérie : 3%).

b) La croissance manufacturière est moyenne (7,2% l'an depuis 1960), alors que le retard du continent est considérable : la part de l'industrie manufacturière dans le P.I.B. n'est que de 12% (1975), à comparer à 18% en Asie et 24% en Amérique latine. Mais certains pays africains se détachent de la moyenne : Nigéria, Algérie, Maroc et Egypte.

Les exportations manufacturières croissent beaucoup moins rapidement que celles de l'Amérique latine et de l'Asie, et beaucoup moins vite que les importations manufacturières, ce qui accentue la dépendance de la zone vis à vis des pays développés. La faiblesse du commerce entre pays africains (moins de 5% des importations de l'Afrique en 1977) est une preuve supplémentaire de l'absence d'autonomie et de cohésion du continent.

c) Le fournisseur dominant est la C.E.E. qui assure 52% des importations de l'Afrique (1977). Loin derrière viennent les P.V.D. non pétroliers (11%), l'Amérique du Nord (10%), l'Est et le Japon (6%).

Les rapports de concurrence entre C.E.E., Japon, P.V.D. et Amérique du Nord ont peu évolué depuis 1970 sur ce marché pour moitié captif des pays européens.

Les importations totales ont presque triplé entre 1973 et 1977 alors qu'elles n'ont que doublé en Amérique latine et en Asie.

(1) La région exclut l'Afrique du Sud.

CHAPITRE IV

LES PAYS DE L'EST

L'existence des "pays-continent" comme l'U.R.S.S. et la Chine, mais également les différences entre l'Europe de l'Est et l'Asie communiste rendent cette zone particulièrement hétérogène. Nous avons donc séparé l'étude de la Chine de celle de l'U.R.S.S. et de l'Europe de l'Est.

En U.R.S.S. et en Europe de l'Est, on peut constater un ralentissement de la croissance qui pour l'U.R.S.S. est bien antérieur à 1973 (IV-1). L'aggravation de l'endettement, qui a résulté d'achats croissants de biens d'équipement (et de céréales) et de ventes ralenties par la crise occidentale (IV-2), impose une nouvelle contrainte à la croissance des Pays de l'Est (IV-3).

Les informations fragmentaires sur l'économie chinoise ne permettent que de suivre l'évolution cahotique des échanges extérieurs (IV-4).

Tableau IV-1-1 - **CROISSANCE DU PRODUIT MATERIEL NET**
PAR PERIODES QUINQUENNALES (moyenne annuelle en %)

	1961-65	1966-70	1971-75	1976-80	
				Planifié	Réalisé (1976-78)
U.R.S.S.	6,5	7,8	5,7	4,7	4,2
Bulgarie	6,6	8,7	7,9	7,7	6,0
Hongrie	4,1	6,8	6,3	5,4-5,7	5,1
Pologne	6,2	6,0	9,8	7,0-7,3	5,0
R.D.A.	3,4	5,2	5,4	5,0	4,3
Roumanie	9,2	7,7	11,3	10,0-11,0	8,9
Tchécoslovaquie	1,9	6,9	5,7	4,9	4,2

Tableau IV-1-2 - **CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE**

	1961-65	1966-70	1971-75	1976-80	
				Planifié	Réalisé (1976-78)
(taux moyen annuel en %)					
U.R.S.S.	8,6	8,5	7,4	6,3	5,1
Bulgarie	11,7	10,9	9,1	9,2	6,9
Hongrie	7,5	6,2	6,4	6,0	5,5
Pologne	8,4	8,3	10,4	8,2	7,9
R.D.A.	5,8	6,5	6,5	6,0	5,6
Roumanie	13,8	11,9	12,9	11,5	10,9
Tchécoslovaquie	5,2	6,7	6,7	5,7-6,0	4,9

Sources : Annuaire du C.A.E.M. Moscou 1978.

Bulletin économique pour l'Europe New-York 1977.

Note C.E.P.I.I. Paris 1979.

IV-1 - LA CROISSANCE RALENTIE BIEN AVANT 1973

La mesure de la croissance économique des pays de l'Est comporte certaines particularités dues notamment aux concepts utilisés (le Produit Matériel Net correspond approximativement à la notion occidentale de Production Nationale Nette) et au rythme quinquennal dicté par les plans.

Par ailleurs il faut souligner l'hétérogénéité de cette zone composée de l'économie soviétique d'une part et de celles des petits pays d'Europe Orientale.

Les perturbations intervenues dans l'économie mondiale dans la première moitié des années 70 n'ont pas provoqué de rupture fondamentale dans les tendances économiques de long terme de la zone : la décélération de la croissance, que l'on observe nettement en U.R.S.S. (chutes des productions agricoles, ralentissement de l'efficacité économique), date en fait des années 60 (tableau IV-1-1). Cependant, et surtout dans les pays d'Europe centrale et orientale, la crise n'a aggravé la situation qu'avec quelque retard. A partir de 1975, leur approvisionnement en énergie auprès de l'U.R.S.S. s'est fait au prix d'une dégradation des termes de l'échange. A partir de 1976, l'apparition de contraintes de paiement due, en particulier, aux difficultés d'accès au marché occidental joue sur l'évolution interne des productions qui compromet la politique de modernisation mise en oeuvre depuis le début des années 70.

Tableau IV-2-1 - **SOLDES DES ECHANGES ENTRE LE C.A.E.M.
ET LES PAYS CAPITALISTES DEVELOPPES**
(Millions de dollars)

	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963
1. C.A.E.M.	- 90	- 53	- 48	-444	-168	-165	+ 95
2. dont U.R.S.S.	+ 17	+ 45	+100	-430	- 24	-167	-161
3. dont Europe Centre orientale	-107	- 98	-148	- 14	-144	+ 2	+256
	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970
1. C.A.E.M.	-311	-349	-249	-111	- 33	-550	-1074
2. dont U.R.S.S.	-447	-136	- 22	+118	- 94	- 26	- 468
3. dont Europe Centre orientale	+136	-213	-227	-229	+ 61	-524	- 606
	1971	1972*	1973*	1974*	1975*	1976*	1977*
1. C.A.E.M.	-918	-2436	-3700	-5174	-11592	-10511	-7081
2. dont U.R.S.S.	-130	-1206	-1139	- 145	- 4938	- 3974	-1525
3. dont Europe Centre orientale	-788	-1230	-2561	-5029	- 6654	- 6537	-5556

Source : Les conditions d'expansion de l'endettement des Pays de l'Est - C.E.P.I.I., janvier 1979.

Tableau IV-2-2 - **RAPPORT DU DEFICIT COMMERCIAL
AUX EXPORTATIONS VERS L'OUEST**
(En %)

	1971	1972	1973	1974	1975	1976
Bulgarie	18,5	11,9	17,6	117,7	193,8	84,5
Hongrie	36,8	6,3	—	41,5	47,0	28,1
pologne	—	21,1	58,8	76,6	90,7	92,4
R.D.A.	27,6	40,2	48,1	37,7	44,9	51,7
Roumanie	16,2	20,2	8,2	22,0	32,7	—
Tchécoslovaquie	17,2	12,7	17,9	23,3	35,0	46,9
U.R.S.S.	4,7	41,0	22,4	—	58,0	38,1

Source : Annuaire statistiques du C.A.E.M.

IV-2 - CROISSANCE ET DESEQUILIBRE DES ECHANGES EST-OUEST

Alors que tout au long des années 60 les échanges Est-Ouest avaient progressé sans que l'on observe de tendance marquée au déséquilibre des soldes, on observe depuis le début des années 70 une aggravation rapide des déficits commerciaux des pays de l'Est (tableau IV-2-1). Le déficit de la zone dans ses échanges avec l'Ouest double de 1969 à 1970 ; il est multiplié par 2,5 entre 1971 et 1972 et double une nouvelle fois en 1975.

Le comportement et le rôle des différents pays dans cette évolution sont sensiblement différents :

- l'irrégularité des résultats commerciaux de l'U.R.S.S. reflète les amples variations de ses achats de céréales ; de mauvaises récoltes successives ont pour effet de grever fortement l'équilibre de ses échanges avec l'Ouest en 1972, 1973 et 1975 ;

- le déséquilibre des échanges du reste de la zone avec l'Ouest se caractérise par une croissance rapide et relativement régulière. Mais la détérioration de la situation commerciale est particulièrement nette en 1974 et 1975, surtout pour certains pays (Bulgarie, Pologne, Roumanie). L'évolution du rapport du déficit commercial aux exportations vers l'Ouest en 1975 (tableau IV-2-2) traduit la contraction des possibilités d'exportations vers l'Ouest engendrées par la récession économique occidentale.

On assiste depuis 1976 à des efforts de la part des pays de l'Est pour stabiliser le déficit de ces échanges.

Tableau IV-3-1 - **ENDETTEMENT DES PAYS DE L'EST**
EN DEVICES CONVERTIBLES
 (En milliards de dollars)

	1973	1974	1975	1976	1977
U.R.S.S.	4,0	5,9	11,4	14,1	15,9
Bulgarie	1,5	1,7	2,4	3,0	3,3
Hongrie	2,0	2,3	3,2	3,4	4,0
Pologne	2,5	4,9	7,8	11,0	13,0
R.D.A.	2,8	3,6	4,9	5,9	6,9
Roumanie	2,1	2,4	2,8	2,9	3,2
Tchécoslovaquie	0,9	1,1	1,5	2,2	2,9
Banques du CAEM	1,8	2,1	2,8	4,3	4,7
TOTAL	17,6	24,0	38,8	48,8	53,9

Sources : Chase Manhattan Bank.

C.E.P.I.I. L'endettement des Pays de l'Est en devises convertibles. Problèmes d'évaluation, septembre 1978.

Tableau IV-3-2 - **RAPPORT DE LA DETTE AUX EXPORTATIONS**
EN DEVICES CONVERTIBLES (en 1977)

Bulgarie	2,3
Hongrie	1,2
Pologne	2,8
R.D.A.	2,1
Roumanie	0,8
Tchécoslovaquie	0,9
U.R.S.S.	0,7

Source : Note C.E.P.I.I. Les conditions d'expansion de l'endettement des Pays de l'Est, janvier 1979.

IV-3 - L'ENDETTEMENT EXTERIEUR LIMITE LA CROISSANCE

Les déficits commerciaux accumulés par les pays de l'Est dans la première moitié des années 70 ont abouti à une rapide expansion de leur endettement (tableau IV-3-1) : le montant de leur dette en devises convertibles double entre 1973 et 1975. Les pays de l'Est ont pu disposer pendant cette période de moyens de financement considérables de leur déficit. La course des crédits à l'exportation que se livrent les pays occidentaux, l'abondance des liquidités internationales ont créé des conditions favorables à l'endettement.

Cependant cet endettement a atteint des proportions qui imposent désormais certaines limites à sa progression (tableau IV-3-2). La nécessité de rétablir un relatif équilibre de leur situation financière extérieure est devenue depuis 1976 une des contraintes majeures de la politique économique des pays de l'Est. Cette orientation, qui suppose le freinage des importations en provenance de l'Ouest (d'autant que le poids des remboursements restreint les capacités d'importations) explique le ralentissement de la croissance économique observable depuis 1976 : la réalisation des objectifs des plans 1976-1980, qui étaient pourtant relativement modestes eu égard aux tendances passées, est d'ores et déjà exclue.

Tableau IV-4-1 - LES ECHANGES EXTERIEURS DE LA CHINE (1975-78)

En milliards de dollars	1975	1976	1977*	1978*
Exportations fob de la Chine	6,0	6,3	6,7	7,6
Importations caf de la Chine	7,2	5,9	6,5	9,4
Solde commercial (fob-caf)	-1,2	0,4	0,2	-1,6

Source : Far Eastern Economic Review «Asia Yearbook 1979», p.176.

* Estimations.

Tableau IV-4-2 - STRUCTURE GEOGRAPHIQUE DES ECHANGES CHINOIS

En milliards de dollars	1975	1977	1978
Exportations vers la Chine (fob) (importations chinoises)			
ORIGINE			
Japon	2,3	2,0	2,8
C.E.E.	1,4	0,9	1,7
dont Allemagne	(0,5)	(0,5)	(1,0)
France	(0,4)	(0,1)	(0,2)
U.R.S.S. et Europe occidentale	0,6	0,7	0,8
Reste de l'Asie	0,6	1,1	1,1
Canada	0,4	0,4	0,5
Etats-Unis	0,3	0,2	0,6
TOTAL (1)	6,5	6,0	8,6
Importations en provenance de Chine (cif) (exportations chinoises)			
DESTINATION			
Japon	1,5	1,6	2,2
Hong-Kong	1,4	1,7	2,0
Reste de l'Asie (sauf H-K)	0,9	0,9	1,0
C.E.E. à neuf	0,8	1,0	1,0
Etats-Unis	0,2	0,2	0,4
TOTAL (1)	6,6	7,4	8,6

(1) Y compris divers non classés.

Source : La même que IV-4-1.

IV-4 - LES ECHANGES SPASMODIQUES DE LA CHINE

La Chine diffuse extrêmement peu de statistiques et doit être étudiée à partir des recoupements et reconstitutions effectuées par les sinologues étrangers. Ainsi la Banque Mondiale a estimé la population de la Chine à 849 millions d'habitants en 1977 (soit 21% de la population mondiale) et son produit national brut à 346 milliards de dollars (4,6% du P.N.B. mondial). Le P.N.B. de la Chine serait donc voisin de celui de la France (387 milliards de dollars) avec une population seize fois supérieure.

Les données les moins mauvaises sont celles d'échanges extérieurs car elles proviennent des pays fournisseurs ou clients de la Chine.

Les échanges extérieurs de la Chine augmentent par sauts successifs, en fonction de la conjoncture politique intérieure. Depuis 1970, trois phases se sont succédées :

- de 1970 à 1974 : exportations et importations ont cru rapidement et parallèlement ; les exportations sont passées de 2,1 à 6,7 milliards de dollars (fob) et les importations de 2,2 à 7,4 milliards de dollars (1). Les principales importations sont de céréales et d'usines clés en mains d'engrais chimiques livrées par l'Europe et par le Japon ;

- de 1974 à 1977 : exportations et importations marquent une pause. Les importations de produits agricoles diminuent après les achats massifs de 1973 et 1974 ; les exportations de produits manufacturés "légers" (textile, habillement, etc.) prennent de l'ampleur. Au total, le déficit commercial des années 73-74 disparaît peu à peu ;

- en 1978 : une seconde vague d'importations qui progressent de 44% en un an (tableau IV-4-1). Malgré la progression des exportations (+13%), le déficit commercial réapparaît... lorsqu'il est mesuré à partir d'exportations fob et d'importations caf. Il n'y a pas de déficit apparent dans le calcul, assez complexe, fait du point de vue des fournisseurs et clients de la Chine sur les exportations caf (incluant coûts de transport et d'assurances) et les importations fob (sans ces coûts).

Ces dernières données permettent d'avoir une idée du déplacement de la concurrence entre pays étrangers sur le marché chinois. En 1978, le premier fournisseur de la Chine est le Japon (33% des importations chinoises), qui conserve sans l'accentuer sa position dominante. La C.E.E. à neuf vient ensuite (20%). Les Etats-Unis viennent loin derrière (7%).

Les exportations chinoises vont vers le Japon (26%) ou transitent par Hong-Kong (23%). La C.E.E. à neuf en absorbe 12%.

Il n'existe pas à la date de publication de ce dossier de statistiques fiables sur la composition plus fine par catégories de produits et pays d'origine de l'afflux d'importations de 1978.

(1) Cette série tirée de Batsavage et Davie "Chinese Economy post Mao, p.733, Joint Economic Committee, Washington, nov. 78, n'est pas cohérente avec celles, plus récentes, citées ci-contre.

CHAPITRE V

PERSPECTIVES ET ACTIONS

Il ne suffit pas dans ce dossier de proposer des éléments de réflexion tirés des mutations récentes de la concurrence industrielle à l'échelle mondiale. Il faut aussi se risquer à quelques pronostics sur l'avenir et à quelques propositions pour l'action.

Ce dossier ne se conclut pas sur la présentation d'une vision cohérente et chiffrée de l'évolution la plus probable de l'économie mondiale à horizon 1985. La raison en est double : d'abord une compréhension encore insuffisante des mutations survenues depuis dix ans, qui font que l'avenir ne prolongera pas le passé ; ensuite, la conviction qu'il faut réapprendre à vivre dans un environnement international incertain, et que les bonnes questions ne sont pas tant "que se passera-t-il en 1985 ?" mais "quelle action est bonne en toute circonstance ?" et "comment être prêt à affronter les aléas, dont on ne sait ni où ni quand ils surgiront mais dont on sait qu'ils se produiront ?".

Le C.E.P.I.I. présentera en juin 1980 des scénarios de l'économie mondiale, qui permettront une analyse plus fine et plus cohérente des aléas et des politiques économiques internationales.

Ni prévision, ni constat passif, ce dossier porte sur la concurrence industrielle et ne traite pas, ou seulement de façon allusive, de questions fondamentales d'économie internationale telles que l'agriculture, l'énergie, la monnaie.

S'il est possible d'affirmer que l'on ne reviendra pas à la croissance d'antan, que la pression concurrentielle du Sud et du Japon va se poursuivre et que les pays de l'Est poursuivront leur trajectoire, il est difficile de se prononcer sur l'évolution à moyen terme de l'économie américaine, sur l'aptitude d'une C.E.E. hétérogène à résister à de fortes pressions et, bien évidemment, sur l'aléa d'une limitation des quantités de pétrole exportées (V-1). Une croissance durablement ralentie et passivement subie créerait des risques de dislocation à moyen-long terme non négligeables (V-2). Mais la France et l'Europe peuvent, en engageant des actions énergiques, jouer un rôle actif pour créer les conditions d'une croissance renouvelée (V-3).

V-1 - QUATRE QUASI-CERTITUDES ET TROIS INTERROGATIONS

Ce dossier a décrit la concurrence industrielle sur tous les marchés du monde comme un jeu entre quatre pôles : l'Amérique du Nord, la C.E.E., le Japon et les pays en voie de développement non-pétroliers. A l'horizon 1985, il est possible d'avancer quatre quasi-certitudes :

- le système international n'est plus stabilisé par la présence d'une économie dominante ;
- l'industrialisation des pays du Sud va se poursuivre ;
- la pression japonaise va persister ;
- et l'Est poursuivra sa croissance ralentie et son commerce chaotique avec l'Ouest.

Ces quatre quasi-certitudes sont contre-balancées par une triple inconnue :

- l'évolution de l'économie américaine d'ici à 1985 ;
- l'aptitude d'une C.E.E. hétérogène à faire face à ses concurrents et aux multiples aléas ;
- le degré de rareté du pétrole.

1 - La fin d'un système international hiérarchisé sous domination américaine.

Après une ère d'instabilité dans l'entre-deux-guerres, la suprématie américaine s'est imposée sans conteste dans le monde occidental à partir de 1945. Elle s'est ensuite amenuisée graduellement, que ce soit par le relèvement des pays européens et l'émergence du Japon, par l'affaiblissement relatif de l'appareil industriel implanté sur le territoire américain, ou encore par le ralentissement de l'effort de recherche.

La baisse du dollar a sanctionné cette évolution, sans que les autres économies n'aient été encore en mesure de prendre le relais.

2 - La poursuite de l'industrialisation des pays du Sud.

L'industrialisation des pays du Sud est un mouvement profond et irréversible, à peine affecté par la crise occidentale. Ce mouvement résulte de la conjonction d'une volonté et d'une capacité de développement de ces pays et de l'intérêt des firmes et banques transnationales qui fournissent technologies, capitaux et parfois débouchés. La poursuite de cette industrialisation pourrait avoir trois caractéristiques :

- elle ne se limitera pas aux produits dits de bas de gamme (main-d'oeuvre non qualifiée travaillant sur des équipements modernes ou traditionnels); les remontées de filière (1) des produits finis de consommation vers les biens intermédiaires et d'équipement se feront progressivement ;

- elle provoquera une différenciation croissante entre P.V.D., tous n'offrant pas les mêmes possibilités de main-d'oeuvre éduquée (y compris les cadres et dirigeants d'entreprises), de surplus agricole (libérant une épargne et une main-d'oeuvre), de stabilité politique et d'accueil sélectif des investissements étrangers (ni exclus, ni cantonnés dans des zones franches coupées du pays). Les pays d'Amérique latine et d'Asie de l'Est creuseront l'écart qui les sépare de l'Asie du Sud et de l'Afrique ;

- elle amplifiera le commerce Sud-Sud, encore faible mais vivement croissant et ce d'autant plus vite que l'Ouest adoptera des politiques qui restreignent les importations en provenance du Sud.

3 - La poursuite de la pression japonaise

Malgré sa petite taille à l'échelle mondiale, le Japon a été considéré comme un "continent", au même titre que l'Amérique du Nord ou la C.E.E. à neuf, c'est-à-dire comme une zone qui aurait les possibilités de déployer une stratégie économique à l'échelle mondiale.

(1) C.E.P.I.I. "Les économies industrialisées face à la concurrence du Tiers-monde. Le cas de la filière textile", août 1978.

Le Japon a les qualités nécessaires pour faire face à la concurrence avivée et à l'incertitude des prochaines années :

- il parvient à se dégager rapidement des activités rendues périmées par l'émergence du Tiers-monde, la hausse du prix de l'énergie ou la surenchère occidentale de déclassements d'équipements sous-utilisés ;

- il fait les efforts de recherche industrielle et d'information économique mondiale nécessaires à la découverte et à la conquête des activités et marchés d'avenir ;

- il parvient encore, comme un pays semi-industrialisé, à ne pas importer les produits manufacturés qu'il fabrique lui-même ;

- il a un système social qui accepte encore les baisses localisées de pouvoir d'achat, la mobilité plus ou moins forcée de la main-d'oeuvre (et des cadres dirigeants), le retour à l'inactivité ou à l'emploi peu productif qui sont, à côté de nombreux bénéfices, les coûts d'une concurrence effreinée.

S'il peut supporter de fortes hausses du prix du pétrole, il est particulièrement vulnérable à une limitation quantitative de ses approvisionnements.

4 - Pays de l'Est : croissance ralentie et commerce chaotique avec l'Ouest.

Il est difficile d'effectuer un pronostic assuré sur le développement économique à moyen terme des pays de l'Est, notamment en raison des aléas de la politique interne. Cependant quatre points apparaissent relativement assurés :

- la croissance ralentie (mais moins ralentie qu'à l'Ouest) va se poursuivre en U.R.S.S. et en Europe orientale ;

- l'U.R.S.S. cherchera à valoriser son potentiel de ressources énergétiques et de matières premières et sera davantage présente sur un marché mondial frappé de pénurie ;

- d'ici à 1985, la Chine ne sera pas devenue une puissance industrielle et commerciale de premier rang, ce qui n'exclut pas des percées sur le marché mondial pour des produits particuliers ;

- les échanges des pays de l'Est (U.R.S.S., Europe orientale, Chine) avec l'Ouest poursuivront leur évolution chaotique, en raison des aléas de la production agricole et de la volonté de ne pas dépasser un certain seuil d'endettement en devises convertibles.

5 - L'inconnue américaine.

D'un côté, l'économie américaine présente des symptômes préoccupants : inflation en passe de devenir "structurelle", dépendance énergétique croissante, cassure de la pente de productivité dès 1966 (particulièrement dans le secteur tertiaire, la construction et les mines), diminution des aides publiques à la recherche industrielle, disparition de l'excédent de paiements courants.

De l'autre, l'économie américaine, dans le seul domaine économique, conserve des forces considérables : un marché intérieur qui fait le quart du marché mondial, la moitié de la recherche industrielle de l'O.C.D.E., et plus de la moitié des investissements à l'étranger, une monnaie internationale affaiblie mais encore sans substitut, une ouverture aux produits industriels du Tiers-monde et du Japon.

Il n'est pas encore possible de dire quels éléments l'emporteront d'ici à 1985. Cela dépend de la politique économique qui pourra être adoptée de conserve par les pouvoirs exécutif et législatif, des négociations collectives sur les salaires et les conditions de travail, des succès des recherches sur les technologies basées sur l'informatique.

6 - L'hétérogénéité de la C.E.E..

Après vingt années de communauté économique européenne, on ne peut qu'être frappé par la persistance, voire l'aggravation des disparités économiques importantes entre les grands pays de la C.E.E. (chapitre II).

En 1973, l'industrie manufacturière allemande était, par rapport à l'industrie française qui vient en second, deux fois plus importante pour la valeur ajoutée, les exportations, la recherche industrielle. Le taux de couverture très élevé des échanges industriels et la moindre dépendance énergétique concourraient à un excédent "structurel" des paiements courants. Cependant la démographie allemande particulièrement fléchissante était un handicap grave pallié par une forte immigration (jusqu'en 1974).

Aussi important semble être le fait que les espaces dans lesquels les grands pays de la C.E.E. déploient leur stratégie économique ne sont pas identiques ni peut-être même convergents. Certes la moitié des échanges extérieurs s'effectue avec les pays partenaires. Mais l'autre moitié des échanges et surtout l'ampleur et la destination des investissements à l'étranger semblent montrer une différence qualitative entre deux pays à stratégie de champ mondial, le Royaume-Uni et l'Allemagne, et deux pays à stratégie davantage continentale (C.E.E.+ P.V.D. associés), la France et l'Italie.

De telles différences ne facilitent pas l'adoption d'une politique économique extérieure commune, que rend utile, sinon indispensable, l'intensification de la concurrence industrielle à l'échelle mondiale.

7 - Le goulot pétrolier.

L'aléa réside dans le déséquilibre entre une offre, soumise à des aléas politiques et soucieuse d'économiser des ressources non renouvelables, et une demande particulièrement rigide en raison de la difficulté (très variable selon les pays occidentaux) à restreindre les consommations superflues et à développer les énergies de substitution. L'aléa majeur serait que l'offre descende en dessous du seuil où les consommations d'énergie indispensables à la vie économique seraient atteintes.

V-2 - PROBABILITE ET RISQUES D'UN SCENARIO DE CROISSANCE DURABLEMENT RALENTIE

Le ralentissement tendanciel de la croissance, tel qu'il se dégage des fluctuations récentes de l'économie mondiale, apparaît insupportable dans la mesure où le chômage s'accroît régulièrement. Après une phase de transition, on peut cependant concevoir un nouveau point d'équilibre : un faible taux d'investissement, n'entraînant que de faibles gains de productivité, serait compatible avec une croissance faible. Au bout d'un délai variable selon les pays, on assisterait donc à une stabilisation, puis à une régression du chômage, et cette évolution pourrait être accélérée par une diminution générale de la durée du travail.

Ce scénario passif présenterait de grands risques de dislocation :

a) Risque de dislocation de l'économie mondiale

La concurrence s'exacerbant, la montée du protectionnisme ne pourrait plus être entravée. En l'absence de toute régulation de l'économie mondiale, et pour éviter de subir les contrecoups d'une instabilité croissante, chaque Etat serait ainsi conduit à s'isoler ou à passer des accords régionaux. Le monde serait dès lors morcelé, soit par continents ou sous-continents, soit par zones d'influence privilégiée.

Le morcellement par continents ou sous-continents serait particulièrement préjudiciable aux pays qui ont le plus besoin des échanges internationaux, soit pour s'approvisionner en matières premières (les nations européennes et le Japon), soit pour bénéficier de la technologie et de l'ouverture des marchés occidentaux (la plus grande partie des pays en développement). Le morcellement par zones d'influence est difficilement concevable sans une profonde réorganisation des échanges avec un coût de transition élevé. Les données des chapitres I et III montrent bien que l'Europe ne pourrait pas se contenter des marchés africains, ni le Japon de ceux d'Asie, ni les Etats-Unis de ceux d'Amérique latine.

b) La recherche industrielle.

Suffisamment ample et bien menée, elle est l'une des conditions les plus importantes d'une "sortie par le haut" du marasme et de l'incertitude actuelles. La recherche industrielle financée sur fonds privés est en France insuffisante en volume (la moitié de l'Allemagne ou du Japon) et en intensité : 0,9% de la valeur ajoutée des entreprises contre 1,2% dans les grands pays occidentaux et même dans de plus petits que la France (Suède). Les techniques d'économie d'énergie sont vitales. Les pôles de développement de la filière informatique seront adultes d'ici 1985. Dans toutes les branches, la mise au point de nouveaux produits sera la clé des marchés des années 80-90. Comment doubler le volume de recherche industrielle sur fonds privés en France d'ici à 1985 ?

c) L'information économique sur l'étranger.

La connaissance des stratégies des grands groupes internationaux et de la concurrence multi-acteurs sur tous les marchés du monde est inférieure en France à ce qu'elle est en Allemagne ou au Japon.

Cette information est vitale non seulement pour bien exporter et investir à l'étranger mais pour savoir dans quelles directions développer des produits et dans quelles domaines organiser un repli en bon ordre. Il est frappant de constater la surprise provoquée par l'industrialisation des pays du Tiers-monde qui s'est développée tout au long des années 60, ainsi que par la montée de la gamme japonaise qui peut s'observer sur le marché intérieur de ce pays, plusieurs années avant que l'exportation ne commence. Il y a des surprises coûteuses qui sont dues à une information insuffisante.

Comment accroître massivement l'utilisation de l'information sur l'étranger au sein des entreprises françaises ?

d) Les économies d'énergie.

Modifier les techniques de production et les habitudes de consommation pour économiser l'énergie est un domaine où, comme pour la recherche industrielle ou l'information sur l'étranger, le gain est certain quels que soient les hasards de l'avenir. Sur la période couverte

par un plan quinquennal un quart des matériels est renouvelé. Il importe que des mesures fiscales et financières incitent fortement aux investissements économisant l'énergie.

2 - Renforcer l'industrie européenne au sein du monde.

Les positions industrielles mondiales d'une Europe hétérogène et peu coordonnée risqueraient d'être laminées entre l'Amérique du Nord qui conserve une puissance considérable et le Japon et les pays du Sud dont la pression n'a guère de chance de se relâcher. Le mouvement a commencé, comme en témoigne le recul de la C.E.E. depuis 1973 sur le marché nord-américain, sur ceux des P.V.D. non pétroliers, sur l'Est. Aucun pays européen, même l'Allemagne, ne se dégagerait facilement de ce réseau de contraintes, s'il agissait isolément : les masses critiques de cette concurrence planétaire sont au-delà des capacités d'un pays de 50 ou 60 millions d'habitants.

a) Une stratégie de repli serait insuffisante, voire dangereuse. Les pays de la C.E.E. ne peuvent vivre sur leur propre espace. Et surtout, l'enjeu des dix prochaines années n'est pas à titre principal le marché de la C.E.E. mais l'ensemble des marchés tiers des Etats-Unis, des P.V.D., de l'Est.

Le repli sur la C.E.E., par des mesures protectionnistes d'une grande ampleur, qui provoqueraient des mesures de rétorsion à l'égard des exportations européennes, serait un abandon sans combat des marchés extérieurs convoités par les concurrents des industriels européens et ne serait probablement pas accepté par les deux pays à stratégie mondiale (l'Allemagne et le Royaume-Uni).

b) Un repli sur l'Afrique, qui entretient avec la C.E.E. des relations commerciales étroites et dépendantes, ne serait pas non plus une très bonne solution. Les marchés les plus dynamiques du Sud sont en Amérique latine et en Asie ; ni le Japon, ni les Etats-Unis n'ont l'intention sérieuse de se plier à une telle division longitudinale du monde. La stratégie des grands groupes japonais et américains est mondiale et les groupes européens ne peuvent échapper à ce défi.

c) Les chances d'une stratégie dynamique doivent être exploitées. La pression de la concurrence extérieure, la tension de la montée du chômage, la taille insuffisante de chacun des pays européens pour faire face à ces défis industriels, monétaires et sociaux sont propices à la mise en place de dispositifs volontaires de renforcement de l'industrie européenne dans le monde, sous trois aspects :

- la recherche industrielle : même si chaque pays, et particulièrement la France, redouble d'efforts, les masses critiques pour certaines percées décisives sont d'ampleur européenne. Le retard apparent de l'Europe vis à vis des Etats-Unis et du Japon dans l'informatique est à cet égard caractéristique. La vulnérabilité énergétique de l'Europe appelle de nouvelles technologies d'économie d'énergie ;

- l'information sur le monde non européen : autant il serait naïf de penser que l'information sur la C.E.E. pourrait être mise en commun dans un climat qui doit rester de concurrence vive entre firmes européennes, autant il serait possible de réunir et d'interpréter une information d'intérêt commun sur le Japon, sur les Etats-Unis, sur les pays en voie de développement, sur l'Est et de suivre en particulier de façon fine la concurrence à quatre (Etats-Unis, Japon, C.E.E., P.V.D.) sur les marchés non européens, et la stratégie mondiale des grandes firmes non européennes ;

- une action coordonnée hors de l'Europe. Les firmes européennes pourraient à la fois se faire une concurrence vigoureuse sur le "marché intérieur" de la C.E.E. et une concurrence à l'amiable sur les marchés étrangers où la poussée des groupes américains et japonais est particulièrement vive.

Il est probable et souhaitable que des négociations "intercontinentales" se développent pour atténuer le désordre économique actuel. Dans ces négociations avec les Etats-Unis, avec le Japon, avec les pays producteurs de pétrole, avec les autres pays en voie de développement, avec les pays de l'Est, l'Europe sera plus forte si elle parle d'une seule voix.

SOMMAIRE DES TABLEAUX :

- CHAPITRE I	
- I- 1 - L'économie mondiale en 1977.....	12
- I- 2-1 - Valeur du commerce mondial (1963-1977).....	14
- I- 2-1 - Croissance en valeur, volume et prix du commerce mondial.....	
- I- 2-3 - Les grandes zones exportatrices (1963-1977).....	
- I- 3-1 - Les grands marchés du monde en 1977.....	16
- I- 3-2 - Les grandes zones importatrices (1963-1977).....	
- I- 4-1 - Les importations Nord-Américaines (Etats-Unis + Canada).....	18
- I- 4-2 - Les ventes de produits manufacturés aux Etats-Unis.....	
- I- 5-1 - Les importations de la C.E.E. à neuf.....	20
- I- 5-2 - Les ventes de produits manufacturés sur la C.E.E.....	
- I- 6-1 - Les importations totales du Japon.....	22
- I- 6-2 - Les importations japonaises de produits manufacturés.....	
- I- 7-1 - Les importations totales des Pays de l'Est.....	24
- I- 7-2 - Importations manufacturières des Pays de l'Est.....	
- I- 8-1 - Les importations totales des P.V.D. exportateurs de pétrole...	26
- I- 8-2 - Les importations manufacturières.....	
- I- 9-1 - Les importations totales des P.V.D. non exportateurs de pétrole.....	28
- I- 9-2 - Importations de produits manufacturés.....	
- I-10-1 - La concurrence industrielle à l'échelle mondiale de 1973 à 1977.....	30
- I-10-2 - La concurrence C.E.E.- U.S.- JAPON sur les "machines pour industries spécialisées" de 1973 à 1977.....	

- CHAPITRE II :	
- II-1-1 - Exportations manufacturières des Pays de la C.E.E.....	34
- II-1-2 - Taux de couverture des échanges de produits manufacturés.....	
- II-2-1 - Destinations des exportations totales des grands pays de la C.E.E. en 1977.....	36
- II-2-2 - Réorientation géographique des exportations de la C.E.E. de 1973 à 1977.....	
- II-3-1 - Les investissements étrangers des Pays de la C.E.E.....	38
- II-3-2 - L'investissement des pays européens à l'étranger avant et après 1973.....	
- II-4-1 - Croissance du Produit Intérieur Brut, en volume.....	40
- II-4-2 - Croissance relative des prix en dollars.....	
- II-4-3 - Croissance en valeur internationale.....	
- II-5-1 - Part de l'industrie manufacturière dans le P.I.B. en 1970.....	42
- II-5-2 - Croissance totale et croissance industrielle (en volume).....	
- II-5-3 - L'investissement total (en volume).....	
- II-6-1 - Etats-Unis : poids du secteur manufacturier et du secteur ter- tiaire.....	44
- II-6-2 - La productivité aux Etats-Unis.....	
- II-7-1 - Croissance et emploi dans l'industrie manufacturière.....	46
- II-7-2 - Mobilité apparente de la main-d'oeuvre manufacturière.....	
- II-8-1 - La fécondité dans les grands pays de la C.E.E.....	48
- II-8-2 - Evolution de la population totale.....	
- II-8-3 - Evolution de la population d'âge actif (15-64 ans).....	
- II-9-1 - Répartition du volume de recherche-développement des entreprises (financements privés et publics).....	50
- II-9-2 - Répartition du volume de recherche-développement industrielle sur fonds privés.....	
- II-9-3 - Intensité de la recherche-développement industrielle sur fonds privés.....	

- II-10-1 - Indicateur de dépendance énergétique.....	52
- II-10-2 - La facture énergétique.....	
- II-11-1 - Soldes annuels des paiements courants.....	54
- II-11-2 - Soldes cumulés des paiements courants.....	
- II-11-3 - Le déficit américain.....	
- II-12-1 - Investissements à l'étranger de quatre grands pays.....	56
- II-12-2 - Investissements manufacturiers à l'étranger.....	
- II-13-1 - Orientation géographique des investissements à l'étranger : par les Etats-Unis.....	58
- II-13-2 - : par le Royaume-Uni.....	
- II-13-3 - : par la R.F.A.....	
- II-14-1 - Investissements étrangers aux Etats-Unis.....	60
- II-14-2 - Répartition sectorielle des investissements étrangers aux Etats-Unis.....	
 - CHAPITRE III	
- III- 1-1 - Part de l'industrie des P.V.D. (P.I.B. manufacturier aux prix de 1970).....	64
- III- 1-2 - La croissance industrielle au Sud et à l'Ouest.....	
- III- 1-3 - Graphique.....	
- III- 2-1 - Effort à l'exportation et partage du marché intérieur des P.V.D. (Produits manufacturés).....	66
- III- 2-2 - Croissance du volume des échanges du Sud et de l'Ouest.....	
- III- 3-1 - Répartition géographique de l'industrie des P.V.D.....	68
- III- 3-2 - Répartition des exportations manufacturières des P.V.D.....	
- III- 3-3 - Répartition des importations manufacturières des P.V.D.....	
- III- 4-1 - Les grands pays d'Amérique Latine.....	70
- III- 4-2 - Les importations de l'Amérique Latine.....	
- III- 5-1 - Les grands pays d'Asie du Sud et de l'Est.....	72
- III- 5-2 - Les importations de l'Asie du Sud et de l'Est.....	
- III- 6-1 - Les grands pays d'Afrique.....	74
- III- 6-2 - Les importations de l'Afrique.....	

- CHAPITRE IV

- IV-1-1 - Croissance du produit matériel net par périodes quinquennales
(moyenne annuelle en %)..... 78
- IV-1-2 - Croissance de la production industrielle.....
- IV-2-1 - Soldes des échanges entre le C.A.E.M. et les pays capitalistes
développés..... 80
- IV-2-2 - Rapport du déficit commercial aux exportations vers l'Ouest.....
- IV-3-1 - Endettement des pays de l'Est en devises convertibles..... 82
- IV-3-2 - Rapport de la dette aux exportations en devises convertibles
(en 1977).....
- IV-4-1 - Les échanges extérieurs de la Chine (1973-78)..... 84
- IV-4-2 - Structure géographique des échanges chinois.....